



DE SAINT AUGUSTIN AUX GUERRES BALKANIQUES, ITINERAIRE D'UN DIPLOMATE

Dîner-débat avec

Thierry de BEAUCE

Ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères


STRATEGIES
FRANCAISES

Club de réflexion

18 FEVRIER 1999



**THIERRY DE
BEAUCE**

PARCOURS

Thierry Martin de Beaucé est un écrivain, haut fonctionnaire (ancien élève de l'ENA 1967-1968) et homme politique français né à Lyon le 14 février 1943.

Thierry Martin de Beaucé est né dans une famille d'ancienne bourgeoisie originaire du Maine, issue de Julien Martin (1544-1644), bourgeois de Laval, (Mayenne). Il est le petit-fils de Louis Martin de Beaucé (1860-1936), inspecteur des Finances, chevalier de la Légion d'honneur et le fils de Bertrand de Beaucé (1904-1991).

Il siège dans plusieurs cabinets ministériels puis devient conseiller culturel au Japon, avant de rejoindre l'ambassade de France à Rabat. Il est nommé directeur des relations internationales d'Elf-Aquitaine, où il reste de 1981 à 1986. Il est ensuite directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay avant de devenir Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales (1988-91) dans le gouvernement de Michel Rocard.

En 1989, il a été un temps parachuté contre Jean-François Picheral pour mener la liste socialiste à Aix-en-Provence, mais a renoncé.

Il a préparé et fait adopter, en 1990, la loi portant création de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

À la démission de Michel Rocard, il est nommé chargé de mission à l'Élysée, toujours sous la présidence de François Mitterrand, puis ambassadeur de France en Indonésie. Il termine sa carrière professionnelle comme directeur des relations internationales de la société Vivendi, alors dirigée par Jean-Marie Messier.

Il posséda jusqu'en novembre 1999 La Tour de Saint-Loup-de-Naud (Seine-et-Marne), monument historique et ancienne propriété de Violet Trefusis, amie de François Mitterrand, qui aimait s'y rendre. Il la vendit à Denys Laroche.

Thierry de Beaucé habita ensuite Marrakech, dans le riad madani, riad de l'ancien pacha El Glaoui.

STRATEGIES FRANCAISES

Thierry Martin de Beauce

né le 14-2-43 à Lyon

Fils de Bertrand M de B et de Simone de la Verpillière

Licence en droit + IEP + ENA

Chef des services de presse du 1^{er} Ministre Chaban Delmas,
puis Messmer (69 → 73)

Conseiller technique d'Edgar Faure (président de
l'Assemblée Nationale en 74)

Conseiller culturel au Japon 76 → 78

" de l'ambassade de France au Maroc

Directeur général des affaires internationales d'Elf 81 → 86

" " " relations culturelles, scientifiques et
techniques au ministère des affaires étrangères 86 → 87

Secrétaire d'état des relations culturelles internationales
88 → 91

2 enfants : Esther et Bérénice

Membre du Maxim's Business Club

Secrétaire général du Club Franco Japonais depuis 1980

Ministre des relations culturelles de Rocard en 78

Membre du conseil de l'Association des Démocrates



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

LE CLUB STRATEGIES FRANCAISES

LE CLUB *stratégies françaises*

Le club de réflexion STRATEGIES FRANCAISES, fondé en 1997, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club stratégies françaises est dirigé et animé par Xavier Fos.



Xavier Fos

président de *stratégies françaises*



Réformes



Mondialisation



Questions
de société



Histoire

DES DEBATS ET DES RENCONTRES AUTOUR DE 4 THEMES

COMPRENDRE ET METTRE EN PERSPECTIVE LES STRATEGIES FRANCAISES

Depuis 1997, le club de réflexion *stratégies françaises* cherche à comprendre les voies et possibles de la politique française et de ses influences culturelles.

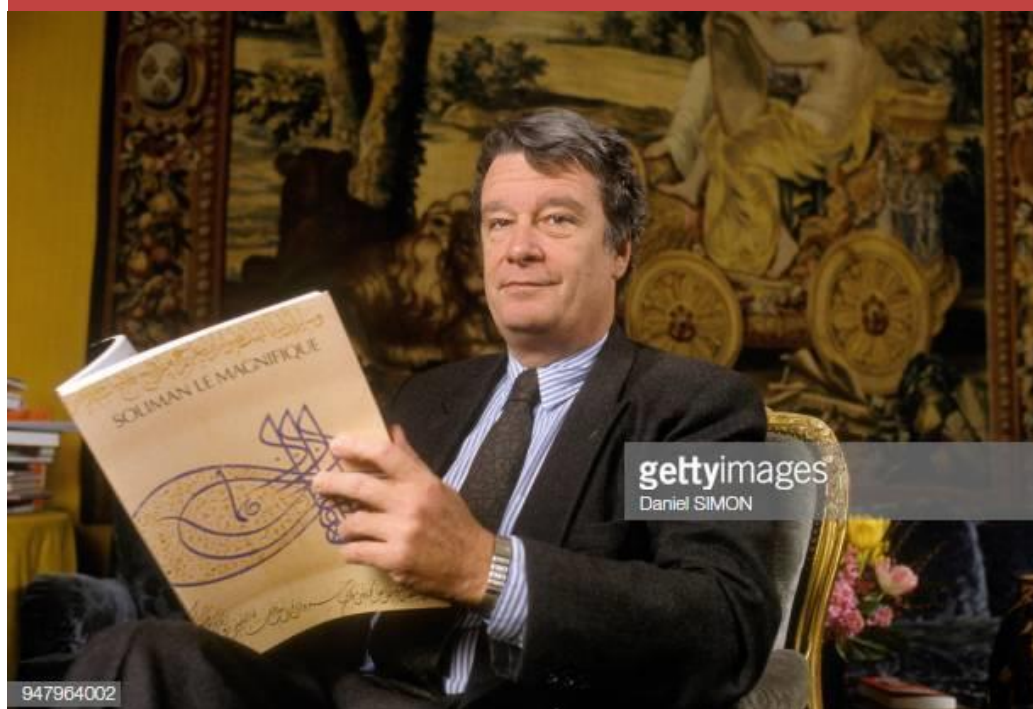
- ❖ **Réformes** : comprendre les enjeux, analyser les stratégies, décrypter les possibles.
- ❖ **Mondialisation** : face à son mouvement, analyser les évolutions et les conséquences, pour anticiper.
- ❖ **Questions de société** : analyser les débats qui animent la société et la transforment.
- ❖ **Histoire** : analyser à travers l'Histoire les stratégies individuelles ou collectives, pour comprendre.

LES THEMES DE LA RENCONTRE AVEC THIERRY DE BEAUCE



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion



STRATEGIES FRANCAISES

STRATEGIES FRANCAISES

Président : XAVIER FOS
TEL : 01 42 00 90 82

Chères amies, chers amis,

Même si c'est avec retard, nous vous souhaitons à tous une excellente dernière année du millénaire ! Qu'elle apporte à chacun d'entre vous le meilleur de ce qu'il espère.

Pour notre part, nous vous proposons de partir en voyage, le temps d'une soirée, vers un archipel aux quinze mille îles, un archipel oriental et producteur d'épices.

C'est avec un romancier qui raconte les aventures d'un jeune chercheur en quête d'une molécule médicale révolutionnaire contenue dans une épice, parti pour Jakarta, à la recherche de la panacée, la muscade et qui va se perdre dans les méandres d'une histoire à suspense, un roman de senteurs rares...

Notre invité était jusque très récemment ambassadeur de France en INDONESIE (pays où démarre la crise asiatique), il est actuellement responsable international dans le groupe Vivendi (ex-Générale des Eaux).

THIERRY DE BEAUCÉ a été secrétaire d'Etat à la Francophonie et aux Affaires étrangères.

Il a vécu en Indonésie suffisamment de temps pour en comprendre les rites, mais aussi les difficultés sociales et démocratiques qui ont fait basculer le régime de Suharto. Son successeur Jusuf HABIBIE sera-t-il assez habile pour sortir le pays de la grave crise qu'il subit ?

Le fait que l'Indonésie soit numériquement le plus grand pays musulman du monde a-t-il une incidence particulière ?

Nous ne doutons pas que toutes ces questions et bien d'autres (il a été conseiller culturel au Japon) susciteront votre intérêt et vos réactions lors de cette soirée.

Pour y participer, écrivez-nous ou téléphonez-nous le plus rapidement possible.

**SOIREE DU JEUDI 18 FEVRIER 1999
A 20 HEURES**

**AVEC THIERRY DE BEAUCÉ,
ancien ambassadeur en Indonésie**

Siège social : 117 rue Manin - 75019 Paris - Tél. 01 42 00 90 82

a r t s

Nuits de Chine...

Les peintures érotiques, appelées « images de printemps » servaient à initier les jeunes épouses ou les nouvelles concubines aux pratiques de l'amour. La collection Bertholet est riche de ces trésors

RÊVES DE PRINTEMPS, Part érotique en Chine
« Collection de Ferdinand Bertholet ». Ed. Picquier, 208 p., 245 F.

Un jeune fonctionnaire se repose dans le jardin de sa résidence en lisant un livre érotique. Il s'est endormi et un rêve, issu de sa lecture, hante son esprit, tant et si bien que sa « hampe de Jade » se dresse. Sa jeune épouse veut cacher cette indécence. Heureusement, le bonnet de son mari est à portée de la main. Elle va en coiffer le corps du délit. Cette scène est extraite d'un album de douze feuilles qui pourraient illustrer des histoires du temps des Ming : le *jin Ping Mei* (*Fleur en fiole d'or*, Gallimard, La Pléiade, 1985) ou le *Rouputuan* (*Ta chair est un tapis de prières*, Pauvert, 1962). L'artiste, anonyme, vivait vraisemblablement vers la fin du XIX^e siècle. Ce recueil fait partie de la collection de Ferdinand Bertholet, qui, au cours d'un de ses nombreux séjours en Asie, tomba, à Hongkong, sur un album de peintures érotiques. Ce qui l'incita à rassembler quantité d'ouvrages semblables ainsi qu'un certain nombre de porcelaines illustrant ces mêmes thèmes.

Des thèmes répétitifs, on s'en doute, en dépit de l'imagination des auteurs et d'une vieille tradition taoïste : les « précieuses portes » sont forcées de façon très codée par les « hampes de jade ». Une attention particulière est portée au pied féminin, qui, lui, n'est jamais montré nu. Jouer avec un pied bandé, chaussé de pantoufles brodées, semble constituer une expérience sensuelle de la première importance. Même quand les personnages évoluent visiblement dans le Shanghai des années 30.

La peinture érotique est un



« Romances dans un merveilleux paysage », peinture sur soie de la fin du XIX^e siècle

genre fort ancien en Chine. Le poète, peintre et calligraphe Zhao Mengfu (1254-1322), qui vivait sous la dynastie Yuan, possédait, dit-on, une collection célèbre de ces images, certaines remontant à l'époque Tang (618-907). Lui-même passant pour avoir illustré le *Livre de la fille Claire*, un « manuel de chambre à coucher », rédigé par une femme, dit la légende, pour le mythique empereur Jaune (2697-2599 avant notre ère, selon la tradition). Pourtant, les plus anciennes qui nous sont parvenues datent de la dynastie Ming (1368-1644), notamment des

œuvres de Tang Yin (1470-1523) et de son contemporain Qiu Ying. La pruderie et l'impitoyable censure de la dynastie Qing (1644-1911) devaient faire disparaître en grande partie cette production florissante. Des collectionneurs en conservèrent quelques pièces. Qui servirent de modèles quand, à la fin du XIX^e siècle, la dynastie mandchoue s'affaiblissait, la censure se relâcha. Les premières années de la République, en particulier à Shanghai, virent un grand nombre de rééditions ou de copies de ces peintures. La plupart des images qui sont reproduites

dans ce volume sont donc tardives. Même si elles reprennent l'iconographie Ming (costumes, mobiliers), référence à un âge d'or où les mœurs étaient plus libres, elles sont de qualité très inégale.

Mais toutes nous ramènent à l'idée fondamentale des anciens Chinois, abondamment développée par Robert van Gulik (*La Vie sexuelle dans la Chine ancienne*, Gallimard, 1971), « à ce parti qu'ils avaient pris sur les choses du sexe : accepter dans la joie et sans restrictions les aspects les plus variés de la procréation humaine, depuis les infimes détails biologiques de l'étreinte charnelle jusqu'à l'amour spirituel le plus élevé, dont cette étreinte appose le sceau et atteste la réalité. Parce qu'il est l'analogie humaine du processus de la création cosmique, on révère le commerce sexuel, sans jamais l'associer à la culpabilité morale, sans y voir le moindre péché. (...) Dans la polarité du yin et du yang, la femme avait sa place et l'avait à bon titre ».

La collection de Ferdinand Bertholet complète, mais ne remplace pas, le travail, plus systématique, de Robert van Gulik. Le diplomate hollandais fit publier à cinquante exemplaires, en 1951, *Estampes érotiques en couleurs de la période Ming*, trois volumes imprimés à ses frais et offerts à quelques grandes bibliothèques (en France, à la Bibliothèque nationale de France, à la Sorbonne et au Musée Guimet). Les quelque deux cents pages d'introduction ont été reprises et développées dans son ouvrage désormais classique, *La Vie sexuelle dans la Chine ancienne*. Reste la partie illustrée. L'auteur des célèbres *Enquêtes du juge Ti* avait fait là un formidable travail de recherche, qui est resté confidentiel. Il serait bon qu'aujourd'hui un éditeur lui assure une diffusion plus large.

Emmanuel de Roux

ASIE

Avant de connaître le résultat des élections générales de juin 1999, les compagnies locales et étrangères doivent composer avec la crise. L'Occident serait mal avisé de forcer les pays émergents à la libéralisation complète avant d'avoir élaboré un système de sécurité sociale.

Indonésie : survivre à la transition

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
EN INDONÉSIE.

L'Indonésie traverse une crise grave. Les statistiques en donnent la mesure. Le PIB baissera d'au moins 15 % en 1998. Les investissements directs étrangers (32 milliards de dollars en 1997) ont chuté à 8 milliards durant la première moitié de 1998, contre 15 milliards un an auparavant. A cela il faut ajouter l'inflation (près de 80 % cette année), la perte du pouvoir d'achat et le fait que d'autres pays d'Asie sont dans une situation plus ou moins semblable.

Tous les signaux ont viré au rouge. En parcourant l'Indonésie, la semaine dernière, j'en ai vu partout les effets : projets immobiliers arrêtés, hôtels vides, mendicité. Bien que d'autres parties du monde comme la Russie, l'Extrême-Orient et, dans une moindre mesure, l'Amérique latine soient aussi en crise, il serait simpliste de dire qu'il s'agit d'une crise globale. En Thaïlande, c'est le secteur financier qui a joué les déclencheurs ; en Indonésie, la crise, de nature économique-politique, est le legs du régime précédent. Car, politiquement, l'Indonésie est en transition. Le président Suharto a été obligé de dé-

missionner et son successeur mène un gouvernement intérimaire qui a promis des élections en juin. Les étudiants manifestent pour exiger des réformes politiques. Le succès de leur action - le départ de Suharto - les a sans doute encouragés à continuer dans cette voie.

Des exemples encourageants

Ils attaquent un gouvernement conscient de sa durée provisoire, qui n'a aucun soutien populaire et doit administrer un pays géré encore tout récemment par un petit clan familial. Deux sujets dominent le débat public : les élections de l'an prochain et le jugement de Suharto. Seul le résultat des urnes permettra au monde des affaires de comprendre la direction que prendra le pays. Cependant, certaines des restrictions imposées par le précédent régime ont été levées. L'économie en retirera de plus en plus d'avantages.

Dans certains secteurs, la vieille garde a lâché prise, ce qui signifie que les bénéfices vont à présent dans la poche du peuple et non plus dans celle des représentants de l'ex-gouvernement. Il existe plusieurs exemples encourageants, comme la levée du mono-

pole sur le clou de girofle - un produit important pour l'Indonésie. Les recettes tirées de sa production vont à présent aux paysans. Même chose pour les producteurs d'oranges. Autrefois sous-rémunérés, les paysans reçoivent désormais un salaire correct et leurs conditions de vie s'améliorent.

Les effets de cette nouvelle politique sont surtout sensibles dans les « îles éloignées » de l'archipel. La majeure partie de l'information part de Java, qui concentre les installations industrielles et la population. Mais c'est aussi un site agricole qui pâtit des effets néfastes de la libéralisation. L'arrêt des subventions pour les engrais et les pesticides handicape les producteurs de riz, du moins à court terme. Pourtant, en observant les habitants des coins les plus reculés du pays, on a l'impression que le gouvernement fait du bon travail. Reste le véritable test : le scrutin. Sera-t-il honnête ? Quelle sera la politique du nouveau gouvernement ? Saura-t-il tenir ses promesses ? Et, si oui, les tiendra-t-il assez vite ?

En Occident, nous avons tendance à oublier que le capitalisme tel que nous le connaissons est loin de l'ancienne

« main invisible », du laisser-faire que nous avons appris à l'école. Tous les pays occidentaux ont des systèmes de sécurité sociale plus ou moins performants qui protègent leurs citoyens des effets négatifs du chômage, de l'incapacité ou des aléas de la vie. Ces systèmes sont le fruit d'années de combat social.

Récemment, la Banque mondiale s'est interrogée - à juste titre - sur l'accueil très favorable fait à la libéralisation financière et à la libre circulation des capitaux privés sur les marchés émergents. L'Occident serait mal avisé de forcer ces pays à une libéralisation complète avant l'instauration de règles de sécurité du système financier et l'élaboration d'un système de sécurité sociale. Sinon, le fossé entre les riches et les pauvres s'agrandira. Une bombe sociale à retardement qui pourrait menacer d'exploser à tout moment.

En attendant, les compagnies locales et étrangères doivent composer du mieux possible avec la situation actuelle. Celle que j'ai visitée, Unilever Indonesia, a réussi à conserver ses parts de marché et ses résultats en monnaie locale. Mais la roupie a été dévaluée et les comptes en florins (monnaie de la

société mère) accusent une baisse de résultats. La compagnie a donc réagi promptement. Elle a réduit les coûts d'exploitation partout où c'était possible et adapté sa production.

Un exemple : en plus des grands flacons de shampoing qui représentent une semaine de salaire, elle a introduit sur le marché de petits sachets - de qualité égale - à prix raisonnable. Pour réagir plus vite aux changements du marché, les plannings sont resserrés. Enfin de nouvelles marques, moins chères, arrivent sur le marché. Ce faisant, les gestionnaires indonésiens ont pu s'appuyer sur l'expérience de gestionnaires d'autres pays qui avaient déjà connu des situations semblables et bénéficier de leurs conseils.

Un programme innovant est prévu pour 1999 afin de maintenir, voire d'accroître les parts de marché. La compagnie n'envisage ni de se retirer ni de réduire ses activités - sauf en dernière extrémité. Présent en Indonésie depuis soixante-cinq ans, Unilever entend y rester. S'il continue de gérer avec succès les conséquences de la crise, il en sortira encore plus fort.

MORRIS TABAKSBLAT

STRATEGIES FRANCAISES

(1.)

Tardi 18 Février 1999 à 20 Heures
avec Thierry de Beaucé, ancien ambassadeur en
Indonésie.

19 MAI 98

INTERNATIONAL

L'opposition indonésienne se mobilise pour obtenir le départ du président Suharto

Le bilan des émeutes est catastrophique pour l'économie

Une nouvelle vague de protestations contre le régime de M. Suharto est attendue cette semaine à Djakarta. La promesse d'un remanie-

ment gouvernemental faite par le chef de l'Etat a été jugée tardive et insuffisante. Le bilan des émeutes et la fuite des capitaux grèvent lourde-

ment l'économie indonésienne. Le Japon prépare des avions militaires à Singapour pour évacuer ses ressortissants du pays.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Encore sous le choc des émeutes de la semaine dernière, l'opposition au président Suharto commence à relever la tête. Lundi 18 mai, des délégations d'étudiants de cinquante-six universités ont organisé, à Djakarta, des « marches » sur le Parlement pour y réclamer la démission de M. Suharto. De son côté, Amien Rais, l'opposant le plus en vue, a annoncé pour mercredi un rassemblement de millions de personnes, dans la capitale, en faveur de la « réforme », un terme qui veut tout simplement dire la fin du régime de l'« Ordre nouveau » créé il y a trente ans par M. Suharto.

La pression en faveur du départ du vieux lutteur a donc repris après deux ou trois jours de flottement. « 90 % des Indonésiens veulent que Suharto se retire, Le plus tôt sera le mieux », a déclaré, dimanche, le chef de la Muhammadiyah, une association de plus de vingt millions de musulmans. Il a ajouté que le président « sera tenu pour responsable par le peuple s'il y a de nouveaux tués dans le futur ». Il est revenu à la charge, lundi, en déclarant que le président Suharto n'en avait plus que pour « plusieurs semaines » et le mieux serait qu'il démissionne sur-le-champ.

Après avoir créé, la semaine dernière, un Conseil du peuple rassemblant de nombreuses personnalités, Amien Rais a été l'un des membres fondateurs d'un forum qui réunit les dirigeants de l'opposition, notamment Abdurrahman Wahid, dit Gus Dur, président du Nahdlatul Ulama, une autre association musulmane de près de trente millions de membres, et Me-

gawati Sukarnoputri, fille de feu Sukarno. Des Chinois et des membres de communautés chrétiennes sont également présents dans ces organisations.

Les forces armées sont plus que jamais les arbitres de la situation

L'opposition est donc en train de reprendre l'initiative après l'annonce, samedi, d'un remaniement ministériel par l'entourage de M. Suharto. Il est vrai que cette mesure, avant même sa réalisation, a été jugée insuffisante, y compris dans les rangs du régime. « Trop peu, trop tard », a estimé Frans Seda, ancien ministre des finances. Kosgoro, une faction importante du parti gouvernemental Golkar, avait, dès vendredi, réclamé une session de l'Assemblée consultative du peuple pour que M. Suharto lui remette son mandat - qui avait été voté, par acclamation, le 10 mars seulement. Dimanche, l'ICMI, une association d'intellectuels musulmans fondée par le général Suharto en 1990, a confirmé qu'elle avait adopté une position identique.

M. Suharto a fait un autre geste en recevant, samedi, une délégation de l'université d'Indonésie, présidée par son recteur, Asman Budisantoso. A ces universitaires, dont les vues seraient proches de celles des généraux, il a réitéré sa compréhension face aux demandes de changement à condi-

tion que soit suivie la voie constitutionnelle. Il envisagerait, dans l'intervalle, d'établir un « conseil de sécurité » chargé de la restauration de l'ordre, du même type qu'un organisme décrié qu'il avait supprimé à la fin des années 80. Le président, qui n'a pas encore tenu de propos publics depuis son retour, vendredi, laisse, selon son habitude, les gens s'interroger sur ses intentions.

La crise de régime demeure donc dans sa phase-clé. « Un moment qui ne se représentera pas pendant cent ans », juge Arief Budiman, politologue indonésien de l'université de Melbourne, en ajoutant : « Les gens sont prêts, mais l'opposition est divisée. » Surtout, les forces armées sont plus que jamais les arbitres de la situation car on imagine mal que la manifestation monstre annoncée pour mercredi par Amien Rais puisse se dérouler sans incidents en l'absence de tout clin d'œil d'une partie, au moins, de la hiérarchie militaire.

Voilà déjà près de trois mois, apprend-on de bonne source, que les généraux planchent sur tous les cas de figure, à la demande du général Wiranto, leur commandant en chef et ministre de la défense, et du général Bambang Yudoyono, chef du département politique et social des forces armées. Pour le moment, leur position officielle est, selon la formule du second, de « vouloir des réformes qui soient constitutionnelles et pacifiques », la représentation militaire au sein de l'Assemblée consultative du peuple devant être chargée de les introduire.

Mais des rumeurs invérifiables de désaccords entre militaires circulent, notamment entre M. Wiranto, partisan de la « réforme » ré-

clamée par les étudiants, et le général Prabowo Subianto, gendre du président et commandant des réserves stratégiques, unité d'élite. Sarwono Kusumaatmadja, membre influent du Golkar et ministre de l'environnement dans le précédent cabinet, estime, pour sa part, que M. Wiranto « a indiqué sa sympathie pour le mouvement de la réforme » et « bénéficie du respect d'un grand nombre d'officiers ».

Entre-temps, le bilan des émeutes de la semaine dernière continue d'augmenter. A Djakarta, le nombre des victimes a franchi le cap du demi-millier. Plus de trois mille bâtiments, cinq cents motocyclettes ainsi qu'un millier de véhicules ont été endommagés ou détruits. A Solo (Java central), vendredi soir, 56 constructions et 287 véhicules ont été incendiés. Dans l'ensemble du pays, 534 agences bancaires ont été pillées et saccagées. De leur côté, les étrangers continuent d'évacuer le pays, abandonnant derrière eux biens, entreprises et usines.

Dans une ambiance si délétère, les crédits à l'Indonésie sont pratiquement suspendus et il semble hors de question que les milliards de dollars, placés à l'étranger ces derniers mois, puissent regagner l'archipel dans un avenir proche. Certains envisagent déjà une contraction de 12 % de l'économie en 1998. Les émeutes « ont détruit le réseau de distribution », a estimé, pour sa part, Ginandjar Katarsasmita, ministre de l'économie, en annonçant une « facture » de l'équivalent d'un milliard et demi de francs pour la seule ville de Djakarta.

Jean-Claude Pomonti

2.

La population indonésienne défie le gouvernement

Le très populaire « gouverneur-sultan » de Yogyakarta appelle à de profondes réformes

YOGYAKARTA

de notre envoyé spécial

Toujours en proie à des révoltes sporadiques de la faim, l'Indonésie bouillonne aussi pour la démocratie. A Lombok, île voisine de Bali et haut lieu du tourisme indonésien, plusieurs milliers de personnes ont attaqué et investi, jeudi 27 août, le parlement local pour protester contre « l'élection truquée » d'un gouverneur choisi par le gouvernement. Huit personnes, dont quatre soldats, ont été blessées.

Dans l'île de Sumatra, des manifestants demandant des poursuites judiciaires contre leur gouverneur jugé corrompu ont bloqué le convoi d'un ministre venu de Djakarta. A Yogyakarta, capitale historique et culturelle de l'île de Java, les habitants ont eux-mêmes choisi leur gouverneur. Défiant le pouvoir central, une foule de cent mille personnes s'est réunie, mercredi 26 août, pour hurler son approbation à la lecture d'une « Déclaration du peuple de Yogyakarta » reconduisant, sans autre formalité, le sultan comme gouverneur de cette région autonome.

Très populaire, le sultan Hamengku Buwono X appartient à une poignée de personnalités que la fin du règne de Suharto a propulsées sur le devant de la scène. Après avoir contribué à la chute du général-président Suharto, il ne ménage pas ses critiques envers le nouveau régime. « En dépit de quelques progrès, le nouveau gouvernement n'a pas été capable de répondre aux aspirations populaires. Il n'a pas été capable d'aider les gens à vivre. Il n'encourage pas la démocratisation. Sa politique actuelle est de réparer, non de réformer », a-t-il déclaré lors d'un rare entretien avec trois journalistes occidentaux.

Jusqu'au « mai de Djakarta », Buwono X n'avait guère fait parler de lui. Pour s'être rallié à la proclamation d'une République par Sukarno dès 1945, Buwono IX, père de l'actuel monarque, avait sauvé son sultanat. Sous Sukarno, Buwono IX avait été ministre à plusieurs reprises. Il avait même été vice-président de la République sous Suharto avant de s'éteindre en 1988. Monté sur le trône de Yogy-

karta en 1989, son fils Buwono X s'est rarement manifesté, si ce n'est en acceptant trois mandats de député et, comme de droit, la présidence de la branche locale du Golkar, le parti gouvernemental. Tout a basculé en mai, lorsque, à l'exemple de Djakarta, des émeutiers se sont manifestés dans le centre de sa ville. Debout sur une voiture, le sultan leur a fait une leçon de morale accueillie par un silence coupable. On pouvait obtenir des réformes sans violence et sans sacrifier sa propre cité, leur a-t-il dit. Les vandales sont rentrés chez eux.

Le 20 mai, veille de la démission forcée de Suharto, alors que Djakarta était quadrillée par l'armée, Buwono X a réussi un tour de force. La jeunesse en colère de Yogyakarta, une ville qui compte plus de soixante établissements universitaires, voulait manifester. L'armée s'y opposait. Le sultan a imposé un rassemblement à son palais

Emeutes de la faim à Java et Sumatra

La population des campagnes indonésiennes, dans les conditions de vie sont de plus en plus difficiles, multiplie les attaques de moulins à riz ainsi que les pillages de magasins et de plantations. L'armée a dû être déployée et faire usage de ses armes cette semaine dans au moins deux régions d'Indonésie. A Java les soldats ont tiré en l'air sans faire de victime. Mais, non loin de Medan, dans le nord de Sumatra, au moins un villageois a été tué par balle et cinq autres blessés, selon des sources militaires. Les victimes sont tombées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu pour protéger les bâtiments d'une plantation attaquée par des centaines de personnes protestant contre l'arrestation de villageois accusés d'avoir volé des dattes. A Java-Est, le commandant militaire a confirmé, jeudi 27 août, avoir donné à ses soldats l'instruction d'ouvrir le feu sur les manifestants qui n'obéissaient pas aux tirs de semonce. - (AFP)

d'où les forces de l'ordre étaient absentes. Dans une ambiance de kermesse ponctuée de discours anti-Suharto, le meeting a réuni entre deux cent mille et cinq cent mille personnes. Buwono X s'est adressé à la foule. Les gens se sont précipités pour lui baiser les mains.

LES « QUATRE PROMESSES »

« Mon devoir, dit-il aujourd'hui, est de protéger la population. C'est un engagement que j'ai pris en montant sur le trône. Avant que mon père ne s'en aille, je lui ai fait quatre promesses : protéger la population ; respecter l'Etat et la Constitution ; dire le vrai et le faux ; et avoir pour seule ambition l'aide à la communauté. Que je sois au gouvernement ou non, je dois me tenir à ces quatre promesses. » Sans pour autant indiquer quelle voie il compte suivre, cet homme à la grande prestance, âgé de cinquante-deux ans, n'a visiblement pas l'intention de retourner vivre discrètement derrière les murs de son palais.

Tout d'abord, il souhaite la réelle « décentralisation » d'un Etat hyper-centralisé. Mentionnant les révoltes séparatistes, sous Suharto, à Atjeh (Sumatra occidental), en Irian Jaya et au Timor-Oriental, il estime qu'elles ont été le fruit de « l'action injuste » du pouvoir. Décentralisation, dit-il, ne veut pas dire « désintégration » ; « Pour peu, ajoute-t-il, que le régime Suharto se retire de la scène. » Une réflexion d'autant plus intéressante qu'il reproche au gouvernement actuel des « pratiques féodales ». De toute façon, « la décentralisation est la demande du public ». Il évoque même la nécessité de ce qu'il appelle l'« autonomisation » de la vie publique dans l'archipel en redonnant des pouvoirs aux communautés locales.

Yogyakarta, une ville d'un demi-million d'habitants, n'est pas l'Indonésie. Et la forte popularité de Buwono X ne franchit peut-être pas les limites du territoire dont il a été élu gouverneur. Toutefois, ce grand centre universitaire et culturel a suffisamment de prestige pour être considéré comme le baromètre de la politique indonésienne, et son leader traditionnel doit y faire face aux attentes de ses sujets, qu'il vient de révéler.

Prudent ou plus simplement modeste, le sultan ne se place pas sur l'échiquier politique qui commence à se dessiner. Si des élections générales ont lieu, comme annoncé, en 1998, il voit le PDI, le Parti démocratique indonésien de l'opposante Megawati Sukarnoputri (« plutôt nationaliste, hindouiste, urbain », résume-t-il) arriver en tête. En deuxième position, il place le Parti du réveil national (« nationaliste, religieux, rural »), fondé le 23 juillet par Abduraman Wahid, alias Gus Dur, président du Nahdlatul Ulama, une association d'oulémas, docteurs de la foi musulmane, qui revendique quarante millions de membres.

Pour le sultan, le Parti du mandat national (« religieux, moderniste, urbain »), lancé le 23 août par Amien Rais, leader de la Muhammadiyah - une association musulmane de près de trente millions de membres -, devrait terminer troisième. Le sultan - qui ne fait guère de cas de quelque soixante autres formations, pousse en dernière position le Golkar gouvernemental (« séculaire, intégrationniste, rural »). Il voit déjà se profiler une alliance entre Megawati, la fille de feu Sukarno, et Gus Dur face à Amien Rais et au Golkar, dont la direction est assurée par le plus proche collaborateur du président Habibie. Et lui-même ? Pour l'instant, Buwono X dit « le vrai et le faux », affiche sa disponibilité et rappelle ainsi à Djakarta que, par des temps si durs, il vaudrait peut-être mieux également compter avec lui.

Jean-Claude Pomonti

3e cycle du CNAM

MARKETING INDUSTRIEL

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Cours et séminaire d'études de cas (150 h sur 9 mois : soirs et samedis) coût : 1 080 F/an

Brochure sur demande écrite au : Marketing Industriel CNAM : 292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS Tél. : 01 40 27 22 24 - 01 40 27 21 30

PRESENTATION DU CYCLE SAMEDI 26 SEPT 11^H

29 Août 1998



Denys Lombard

Directeur d'études EHESS
Directeur de l'EFEO

L'Indonésie dans l'Histoire

L y a eu, depuis le XIX^e siècle, de multiples façons de concevoir et de périodiser l'histoire de l'archipel insulindien. Je commencerai ici par en rappeler trois qui ont eu cours successivement, avant d'en proposer une autre, qui me paraît mieux en rapport avec l'importance que ce pays a occupée, et occupe chaque jour davantage, non seulement dans l'économie de l'Asie du Sud-Est, mais peut-on dire, dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Pendant longtemps, les Hollandais qui ont été les premiers à étudier de façon un peu systématique l'histoire de « leurs » Indes et plus particulièrement le passé indo-javanais, se sont accordés pour mettre en exergue deux temps forts, succédant aux temps obscurs de la préhistoire. Le premier était celui de l'*indianisation*, sorte de première « colonisation » (on s'est rendu compte depuis lors que le terme était très impropre), apportant avec elle, à partir du V^e siècle de notre ère, le meilleur de la culture indienne c'est-à-dire l'usage du sanskrit, l'écriture syllabique, ainsi que les grandes religions que sont le bouddhisme et l'hindouisme. Ainsi naissaient à Java, à Bali, comme en quelques autres points de la partie occidentale de l'archipel, divers États dits « indianisés » qui étaient à l'origine des premières grandes réalisations artistiques, tels le temple bouddhique de Borobudur ou celui, hindouiste, de Prambanan, à Java central. Puis, après une période relativement obscure où l'influence de l'Inde avait tendance à s'estomper, venait une seconde période d'apogée, marquée par l'arrivée des



Une antique statue dans la région d'Irian Jaya.

Européens et surtout par celle des Hollandais eux-mêmes (débarqués pour la première fois à Java en 1596). Cette seconde grande période d'expansion (« aryenne » comme la première, notons-le discrètement au passage) voyait l'introduction de tous les bienfaits de l'Occident, en particulier celle de techniques d'encadrement efficaces, qui aboutissait pour finir à la constitution de « Indes néerlandaises ».

Inutile de dire que cette vision des choses qui historiquement garde, bien sûr, tout son intérêt, a été totalement abandonnée dès que les Indonésiens ont affirmé leur indépendance, au lendemain même de la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième périodisation est, elle aussi, fort intéressante dans la mesure où elle traduit les vues des nationalistes indonésiens. On la trouve exprimée dans les premiers manuels d'Histoire rédigés dès avant la guerre du Pacifique par des auteurs comme Sanusi Pane et largement diffusés après 1945, afin de renverser la perspective coloniale et de rendre confiance dans le passé national. Ces manuels distinguent en général trois moments : avant, pendant et après la présence hollandaise. Ils se plaisent à évoquer tout d'abord la grandeur des royaumes indo-javanais et tout spécialement celle de Mojopahit, ville de Java-est qui semble bien avoir exercé, aux XIV^e et XV^e siècles, un certain contrôle sur l'ensemble de l'archipel. Puis viennent les jours sombres de l'oppression coloniale, qui ne peuvent avoir été que négatifs puisque toutes les activités se trouvaient alors téléguidées par la métropole ;



de raconter ici comment les Hollandais arrachaient les girofliers dans les Moluques, afin de maintenir les prix sur le marché mondial (ce qui est du reste parfaitement vrai et avait été pratiqué avant eux par le sultan d'Aceh, pour les plantations de poivre...); ou encore de dire l'horreur des corvées imposées lors de la construction de la grande route postale, tracée par le Gouverneur Daendels en 1808-1811 (et qui fut de toute évidence à l'origine de l'essor économique de l'île...). S'ouvre enfin le troisième chapitre, qui est celui du futur et où les nationalistes inscrivent tous leurs espoirs.

Cette historiographie simplifiée s'est en gros maintenue jusqu'à la fin de la période Soekarno (1965). Elle a, après cette date, laissé place à une vision beaucoup plus nuancée, tenant compte à la fois des études conduites localement, et notamment de très sérieuses études régionales, ainsi que des recherches menées à l'étranger en des lieux très divers, aux Etats-Unis comme en Australie, au Japon comme en Europe.

Deux grandes nouveautés sont à signaler ici. La première est une certaine réhabilitation de la période coloniale; entre l'époque indo-javanaise et l'essor contemporain, on insiste désormais plus volontiers sur le rôle des apports occidentaux: cartographie, chemins de fer, télégraphe, téléphone, relations aériennes..., qui seuls ont, en fait, permis l'homogénéisation véritable de l'espace indonésien d'aujourd'hui. On étudie de même plus volontiers les élites qui ont su s'occidentaliser plus vite que les autres

Le temple de Prambanan dédié au dieu Civa (à gauche) et des bas-reliefs du fameux temple bouddhiste de Borobudur (à droite).

Les Hollandais colonisent l'archipel dès l'aube du xvi^e siècle. Ils font le commerce des épices.

(celles-là même que l'on accusait naguère de collaboration...).

La seconde, plus significative encore, est la découverte de la période musulmane qui avait été jusqu'alors occultée ou tout au moins très insuffisamment étudiée. On commence à se rendre compte qu'entre le relatif déclin des royaumes indo-javanais et l'arrivée des Hollandais, il y a eu, en fait, un moment crucial, marqué par l'arrivée de l'Islam et par l'apparition de villes-marchandes, de «sultanats», différents des sultanats moghol ou ottoman, et assez proches, en réalité, des cités que nous avons pu connaître en Occident, à la fin de notre Moyen Age, à Venise, à Gênes ou dans les Flandres.

On peut ici en citer plusieurs: Aceh au nord de Sumatra, Banten à l'ouest de Java, et, un peu plus tard, Banjarmasin, à Kalimantan, ou encore Makassar, à Célèbes. En favorisant d'une façon générale l'expansion d'une même idéologie, l'Islam, et celle d'une même langue, le malais, ce réseau de villes-marchandes, fondé sur le développement d'une économie monétaire, a grandement facilité l'unification de l'espace archipélagique qui deviendra au xx^e siècle celui de l'Indo-



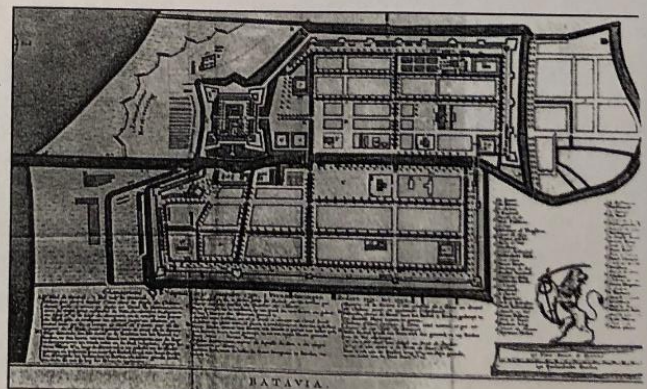
Une des plus remarquables pièces exposées au musée Guimet. Toute en or ciselée, elle date du début du X^e siècle.



nésie. Le chevalier Pigafetta, officier de la flotte de Magellan qui arrive dans les Moluques en 1521 (en venant du Pacifique) note un premier vocabulaire qui se révèle être malais : preuve que l'unité linguistique de l'archipel était en marche dès cette époque.

Coexistent ainsi en Insulinde deux modèles politiques sensiblement différents : celui de l'Etat agraire de type indo-javanais (ou angkorien...), dans lequel la société est fortement hiérarchisée et l'ordre aux mains d'une classe mandarinale, chargée d'organiser et de redistribuer la production rizicole, et celui de la cité-marchande, beaucoup plus cosmopolite, ouvert aux vents du large, et tourné vers le trafic des épices et des produits de la forêt. Si, dans un cas, le souverain est l'axe du monde et le garant de l'harmonie entre la société humaine qu'il dirige et l'ordre naturel qu'il invoque, dans l'autre il s'agit en quelque sorte d'un premier magistrat choisi par ses pairs, souvent du principal marchand qui s'implique dans tous les commerces importants.

Un plan de Jakarta datant du milieu du XVIII^e siècle, quand la ville s'appelait encore Batavia.



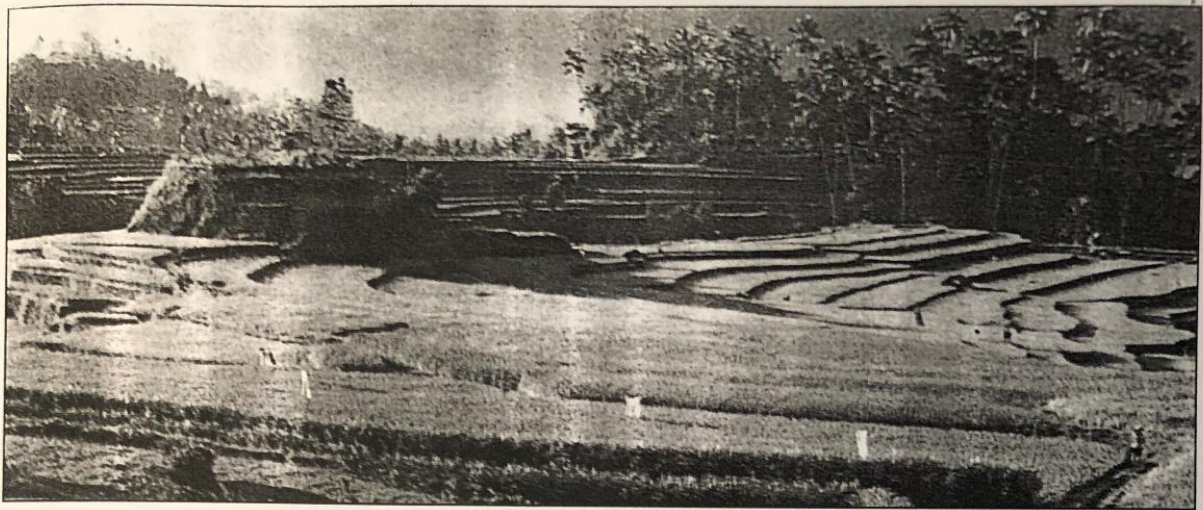
ment différente, insistant sur grands produits au cours des âges constitué sa riche et en ont fait un cas four quasi-permanent. Cette péridisation d'un genre un peu particulier permettra de montrer comment les étrangers, venus du monde entier, se sont toujours intéressés à l'archipel, au point de faire, à l'angle de l'Asie, une région privilégiée.

Et d'abord parlons de l'or. Comment imaginer aujourd'hui que Java et Sumatra ce pu, à une époque ancienne, jouer le rôle que fut celui de la Californie ou de l'Afrique du Sud au XIX^e siècle ? Fort heureusement, une superbe exposition que le Musée Guimet vient de consacrer aux « Ors de l'Archipel indonésien » – essentiellement un trésor du X^e siècle, miraculeusement retrouvé à Java central – peut nous aider à visualiser quelque peu et à reconstituer ce qu'a pu être l'importance de ce précieux métal à l'aube de l'histoire de l'Indonésie.

Dès les années 1930, cependant, Sylvain Lévi et Georges Coedès attirèrent notre attention sur le fait que, vers le début de notre ère, la route qui menait en Inde de l'Asie centrale avait été interrompue. Apr

Ces deux modèles ont plus ou moins coexisté jusqu'à une date assez récente et l'on peut dire que l'Etat indonésien d'aujourd'hui, celui du président Soeharto, a su en faire savamment la synthèse, en intensifiant le quadrillage territorial hérité des royaumes antiques, tout en sachant garder « l'ouverture » des villes-marchandes de naguère. Contrôle systématique (et quasi-militaire) de l'espace, d'une part, appel, de l'autre, à tous les investissements...

Je proposerai ici d'aborder l'histoire de l'Indonésie dans une perspective sensible-



l'avoir un temps cherché en Méditerranée (d'où les références dans nos sources latines, à la « fuite » de l'or vers l'Océan indien et aux mesures prises par Vespasien pour l'enrayer), il semble que les Indiens aient eu l'idée d'aller le chercher à *Suvarnavipa*, « le pays de l'or », qui était alors le nom dont on désignait les îles de l'Indonésie occidentale. L'or se trouvait alors en paillettes dans plusieurs rivières et de nos jours encore, en pays Sunda (Java-ouest), à Bengkulu (sud-ouest de Sumatra), subsistent quelques mines résiduelles, souvenir du lointain passé.

Très vite, les Indiens mais aussi les Arabes et les Chinois, vont venir dans l'archipel quérir les produits de la forêt, une forêt qui couvre alors l'essentiel des terres émergées et que seules trouent çà et là les modestes clairières où les premiers Etats agraires sont en train de se constituer. Ces étrangers viennent y chercher les résines nécessaires au calfatage des bateaux, certains parfums comme le benjoin, certains bois précieux comme le santal, l'ivoire, la nacre et surtout toute une pharmacopée éminemment recherchée à l'ouest comme au nord : le camphre (à Barus et à Bornéo), les cornes de rhinocéros, etc..

Ces produits de la forêt, contre lesquels les Chinois échangent des céramiques, du cuivre et du fer, et les Indiens des cotonnades, vont permettre d'amorcer une transition avec l'époque suivante qui est celle des épices. Cette nouvelle ère qui s'annonce à partir du XIV^e-XV^e siècle, se caractérise par deux grandes innovations.

*Une population
aussi nombreuse
que diverse
dans ses origines.
Ici, une
javanaise.*

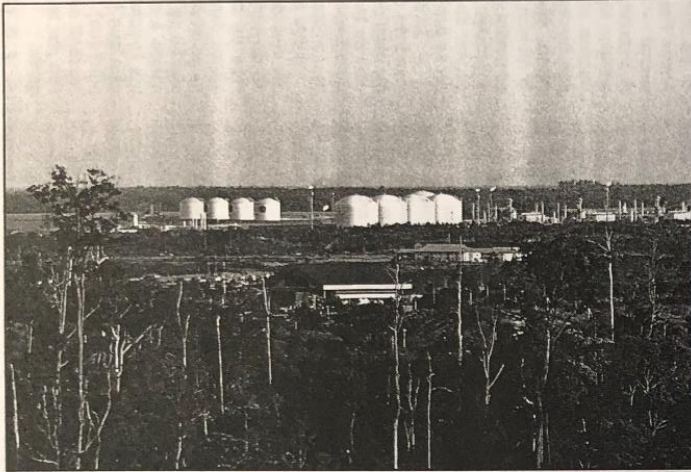


La première est l'apparition de la plantation, une institution que les Européens illustreront à leur façon un peu plus tard, mais qui n'est pas leur invention. Lorsque les premiers Portugais, Français et Hollandais arriveront dans la région à partir du XVI^e siècle, tous décriront les importantes plantations de poivre, à Java-ouest ou sur la côte ouest de Sumatra, et décriront cette culture d'un type nouveau (inspirée de l'Inde du sud ?), qui remplace avantageusement la cueillette et vise à produire de façon massive un produit exportable vers la Chine, comme vers le Moyen-Orient et l'Europe. La première expédition française commandée par les frères Parmentier, de Dieppe, arrive à hauteur de Tiku (près de Padang, à Sumatra-ouest) en 1529 et cherche à se charger en poivre...

La seconde innovation, à peu près contemporaine de la première, est l'ouverture de la route de l'est. Jusqu'alors, les échanges d'Inde en Chine s'effectuaient surtout par cabotage, depuis le détroit de Malacca, le long de la côte de l'actuel Vietnam, c'est-à-dire le long de la rive occidentale de la Mer de Chine du sud, ou pour mieux dire, de la « Méditerranée sudestasiatique ». Mais, à partir du XIV^e siècle, de nombreux échanges entre la Chine et l'Asie du Sud-Est vont désormais s'effectuer par le relais des îles qui seront bientôt « Philippines ». A Luçon, comme à Mindoro et Mindanao, les archéologues ont repéré toute une série de sites jalonnés par des céramiques chinoises qui conduisent, en fait, des ports de la Chine du sud jusqu'aux Moluques, archipel privilégié où la muscade et le clou de girofle vont bientôt attirer les marchands du monde entier.

C'est le moment où les noms de nouveaux havres apparaissent sur les cartes : Manille,

Le pétrole qui abonde dans l'archipel a toujours été un objet de convoitise : pour les Japonais, comme pour les Hollandais.



qui sera un temps musulmane avant que les Espagnols ne s'y établissent, Brunei qui est toujours le siège d'un important sultanat (et qui donnera son nom à l'île de « Bornéo »), Ternate, Amboine... L'enjeu est tel que toutes les grandes puissances de l'Europe vont s'y retrouver et s'y affronter du xvi^e au xvii^e siècle : Espagnols contre Portugais, Anglais contre Hollandais.

Les Hollandais seront pour finir les vainqueurs, qui parviendront à contrôler, et le commerce du poivre (à partir de Batavia où ils se fortifient en 1619), et celui de la muscade et de la girofle (à partir d'Amboine où ils s'installent vers la même époque). Vers 1665 enfin, ils triomphent de Makassar (situé à mi-chemin) et sont à même de contrôler l'ensemble du commerce régional.

Au xvii^e siècle cependant, les épices perdent peu à peu de leur attrait et une nouvelle phase commence qui va être celle des cultures tropicales. Elle s'amorce vers 1760 avec l'apparition des premières plantations de café à Java, et se précise au lendemain des guerres napoléoniennes, dès que les Hollandais, chassés un temps par les Anglais (de 1811 à 1815), ont obtenu (au traité de Vienne) de récupérer leurs possessions insulaires. Il ne s'agit plus alors simplement de commerce, mais de « mise en valeur » et les autorités coloniales mettent en place à Java d'abord, puis en d'autres points des Indes néerlandaises, dans le nord-est de Sumatra notamment (dans l'arrière-pays de

La canne à sucre fut, en son temps, l'une des richesses du "système des plantations".



Medan qui sera connu sous le nom de *Oocust*, « Côte Est »), tout un système de plantations visant à produire d'abord du café de l'indigo, puis du sucre de canne, de quinine et du tabac et plus tard (à partir du début du xx^e siècle), du caoutchouc et l'huile de palme.

Cette politique à grande échelle, poursuivie avec des intensités variables jusqu'en 1942, marque en profondeur l'économie comme la société. Elle stimule l'émergence d'une élite locale, en partie d'origine chinoise, de plus en plus intéressée aux affaires, en même temps qu'elle crée un important prolétariat agricole et stimule une forte immigration de travailleurs, venus du Canton comme du Fujian. Beaucoup des problèmes qui se poseront à l'Indonésie indépendante ont bien évidemment leurs racines dans cette longue période, essentiellement marquée par la primauté des cultures dirigées.

Enfin, après l'or, les épices et les produits de plantations, l'Indonésie encore avoir une autre chance. Le pétrole, connu localement depuis longtemps et utilisé ponctuellement pour radoub des vaisseaux ou l'éclairage, prend dans le monde l'importance mondiale que l'on sait. Il est capté pour la première fois à Java en 1871, puis un peu plus tard dans le nord de Sumatra, en 1881. La production devient industrielle au début du xx^e siècle, et ne cesse plus désormais de prévaloir. C'est essentiellement en raison du pétrole, nécessaire à leur armée et à leur flotte, que les Japonais envahirent l'archipel en 1942 ; en raison surtout du pétrole que les Hollandais chercheront à le reconquérir en 1945 ; grâce au pétrole enfin, l'économie du pays finira par « décoller » à partir des années 1970.

L'énumération de tous ces produits essentiels qui, l'un après l'autre, ont profondément marqué l'histoire de l'Indonésie montre assez qu'il ne s'agit pas là d'îles isolées et quelque peu mystérieuses, mais bien d'une région-clef, presque toujours située au cœur même des enjeux planétaires.

Denys Lombard

GÉOPOLITIQUE

Le pouvoir indonésien est à nouveau tenté de se durcir face à la « subversion »

Treize morts et des dizaines de blessés à Djakarta

L'Indonésie est sous le choc de la nouvelle flambée de violence qui s'est produite en fin de semaine dernière. La répression a occulté les ten-

tatives modestes de libéralisation politique entreprises par le régime post-Suharto et a resoudé les étudiants et la population. Le pouvoir

est accusé d'« insensibilité » pour des décisions qui ont jeté de l'huile sur le feu face aux manifestations.

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Une vingtaine de couronnes mortuaires sont disposées dans le hall de l'université catholique Atma Jaya. Le reste du hall est occupé par des services d'urgence. « La plupart des balles étaient en caoutchouc », dit un étudiant qui a reçu une formation médicale. Dans la cour, dimanche 15 novembre, d'autres couronnes ont été placées sur des treteaux à l'endroit où un étudiant a été tué vendredi soir. De l'autre côté du vaste boulevard Sudirman, à l'entrée d'une banque, quelques dizaines d'étudiants partagent, avec une section de « bérets rouges », les fusiliers marins, qui n'ont pas participé à la répression, le gâteau du 53^e anniversaire de la fondation de leur corps.

Des portraits grossiers du président B.J. Habibie et de son prédécesseur, Suharto, sont disposés contre la grille, rouges de sang, chacun une balle dans le cœur. Les fusiliers marins proposent aux étudiants de les transporter à Cikini, sur leur campus. Les jeunes et les soldats montent dans deux camions qui traversent une ville au trafic très réduit. Samedi, des vandales avaient brisé des vitrines, mis le feu à une poignée de véhicules et à trois bâtiments, défoncé quelques grilles de magasin. Des « bérets rouges », accompagnés d'étudiants, étaient intervenus pour arrêter le pillage, et le pire avait été évité.

Il reste, dans un calme probablement provisoire, à mesurer les conséquences d'une semaine de violences. Le bilan humain est de treize morts, dont six étudiants, et

des dizaines de blessés. Le gouvernement, qui entendait renforcer son assise avec des lois libérales, sort de l'épreuve affaibli. Votés dans un bâtiment transformé en forteresse, les « décrets » de l'Assemblée consultative du peuple (MPR) n'ont pas convaincu les étudiants.

L'indéniable progrès que cette législation représente a été occulté par la violence des affrontements entre étudiants et soldats. Le pouvoir se retrouve donc sur la défensive, plusieurs voix s'élevant pour réclamer la démission de B.J. Habibie et, surtout, celle de son commandant en chef et ministre de la défense, le général Wiranto.

« ARROGANCE NUE »

« Nous condamnons avec force la violence qui a tué les enfants de la nation. Nous déplorons les actions de l'appareil de sécurité, qui a été au-delà de ses responsabilités en tant que combattant et défenseur de la population », a déclaré, samedi, Megawati Sukarnoputri, l'une des figures les plus populaires d'Indonésie. Des opposants reprochent non seulement aux forces de l'ordre d'avoir tiré, même des balles en caoutchouc, sur des manifestants, mais également des décisions qui ont sans doute contribué à jeter de l'huile sur le feu. Pourquoi avoir fait appel à des dizaines de milliers de miliciens civils, fatalement indisciplinés, et dont la présence a exaspéré les étudiants ? Djakarta avait déjà pris l'allure d'une vaste caserne avec le déploiement de trente mille hommes de troupe appuyés par leurs blindés. Pourquoi aucune délégation étudiante n'a-t-elle été

reçue par les parlementaires en session ? Le président Habibie a réagi en annonçant, samedi à la télévision, qu'il avait ordonné au général Wiranto d'afficher une grande fermeté, car « le mouvement contre le gouvernement met en danger l'unité nationale ». « Insensibilité », a jugé, lundi, le *Jakarta Post* dans un éditorial consacré à l'« arrogance nue » du pouvoir. Si le général Wiranto a annoncé une enquête sur les tirs d'armes automatiques, la police a déjà interrogé, de son côté, plusieurs personnalités, qui ont réclamé le renvoi du patron des forces armées. Dans les coulisses du pouvoir, on flirte donc de nouveau avec les accusations de « tentative de déstabilisation » et de « subversion », familières sous le précédent régime.

L'un des résultats de la piètre gestion de la situation, la semaine dernière, a été de ressouder public et étudiants. Samedi, des manifestations antigouvernementales ont eu lieu dans plusieurs grandes villes de l'archipel, tandis qu'à Djakarta les funérailles des étudiants tués ont rassemblé des milliers de gens. La colère est évidente et la crédibilité des autorités est en cause. Mais la peur du vide contribue, même au sein de l'opposition, à expliquer une certaine retenue. Si Amien Rais, populaire leader musulman, a réclamé la « démission immédiate » de Wiranto, d'autres se demandent comment gérer une situation qui oscille entre le faux plat et la vraie tempête. Les ponts, en tout cas, ne sont pas rompus. Amien Rais a déclaré qu'il s'était entretenu samedi soir avec Habibie, lequel a reçu, dimanche, des membres de la

Commission nationale des droits de l'homme. Sortant de son silence, Suharto, qui réside dans la capitale et dont les étudiants demandent la traduction en justice, a reproché au gouvernement « de ne pas avoir écouté les étudiants et de ne pas les avoir traités avec respect ». « La raison de ma démission a été, en priorité, d'éviter un bain de sang. Pour quoi cela doit-il se produire maintenant ? », a-t-il ajouté, selon son demi-frère, Probosutedjo, dont les propos ont été diffusés par l'agence officielle Antara. Votée vendredi par le MPR, la réouverture d'une enquête sur la fortune de l'ancien président devra, entre-temps, s'accommoder du fait que le gouvernement a affirmé dimanche n'avoir repéré, au cours d'une enquête auprès de soixante-douze banques, que l'équivalent de moins de 3 millions de dollars dans les comptes de Suharto.

Les pillages sporadiques de samedi ont débordé sur le quartier chinois, dont les vitrines éventrées et les bâtiments brûlés en mai dernier n'ont toujours pas été réparés ou restaurés, ce qui souligne déjà un manque de confiance. « Comment pouvez-vous parler de restructuration économique quand vous ne disposez même pas d'un gouvernement légitime ? », s'est exclamé Sjahrir, directeur de l'Institut indonésien de recherches économiques et financières. « Nous voulons un gouvernement qui s'intéresse à notre sort. S'il ne veut pas le faire, nous marcherons de nouveau », résumait, plus prosaïquement, Early, étudiante en droit à Atma Jaya.

Jean-Claude Pomonti

INTERNATIONAL

10.
1er Février 99

L'ONU et les indépendantistes s'inquiètent d'un retrait indonésien précipité de Timor-Oriental

Le leader emprisonné de la guérilla réclame un désarmement

Après l'annonce, mercredi, que Djakarta pourrait rapidement se retirer de Timor-Oriental occupé par les Indonésiens depuis vingt-quatre ans, l'ONU et

des leaders indépendantistes timorais se sont inquiétés, vendredi 29 janvier, du risque de conflit que pourrait provoquer un départ non préparé. Le

leader indépendantiste emprisonné Xanana Gusmao, qui doit être placé en résidence surveillée, a réclamé plus de temps et un désarmement.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial
« Djakarta a reconnu, implicitement, notre droit à l'autodétermination, à l'indépendance (...). Nous sommes ravis de la décision indonésienne, mais un règlement nécessitera davantage de temps et d'efforts », a résumé, vendredi 29 janvier, Xanana Gusmao, qui passe pour l'homme-clé de tout règlement de la question timoraise. « Mieux vaut tard que jamais », a-t-il ajouté à propos de la suggestion indonésienne, émise mercredi, d'accorder l'indépendance au territoire portugais occupé en 1975 et annexé l'année suivante si ce dernier refusait une proposition de négocier une « large autonomie ».

Capturé en 1992 et condamné à vingt ans de détention, Gusmao a reçu la presse à la prison de Cipinang de Djakarta qu'il doit quitter pour être assigné *de facto* à résidence. L'ancien leader d'une guérilla réduite a ajouté que l'Indonésie devrait commencer par « désarmer les gens », réduire sa présence militaire et négocier un cessez-le-feu avec la résistance armée. Un son de cloche identique est venu de New York où le médiateur de l'ONU, Jamsheed Marker, qui préside une session de négociations entre Portugais et Indoné-

siens, a jugé « absolument nécessaire » un accord sur l'autonomie avant d'aborder la question de l'indépendance.

Donc « du temps et des efforts ». L'éventualité d'un retrait précipité de l'Indonésie, dès l'an prochain, est un sujet d'inquiétude. Sur place, des incidents ont déjà été rapportés entre partisans du *statu quo* et ceux de l'indépendance. La Commission indonésienne des droits de l'homme estime que plus de cinquante personnes ont été tuées au cours des six derniers mois. Un activiste pro-indonésien, Basilio Dias Araujo, a déclaré à l'agence Reuters que son camp était prêt à se battre. « Nous ne voulons pas mourir », a-t-il dit. De New York, Jamsheed Marker a lancé un appel au calme. « Une solution doit être le produit d'une négociation et d'un dialogue intensifs », a estimé, pour sa part, M^r Carlos Belo, évêque de Dili, capitale de Timor-Oriental, et Prix Nobel de la paix.

CONSULTATION POPULAIRE

Xanana Gusmao, qui préside le Conseil national de la résistance timoraise, a rejeté l'argument indonésien selon lequel l'organisation d'un référendum sur l'indépendance, après une autonomie

interne de cinq à dix ans, pourrait déboucher sur une « guerre civile ». « 99 % des Timorais, a-t-il dit, veulent l'indépendance. » C'est sans doute pourquoi les Indonésiens s'opposent à une consultation populaire qui sanctionnerait l'échec de vingt-trois années d'intégration. Il reste qu'une fraction au moins de la population collabore avec Djakarta, que des milices ont été levées par l'armée indonésienne et que cette dernière a joué les ethnies les unes contre les autres.

Un départ précipité des Indonésiens pourrait donc avoir de graves conséquences à l'issue de vingt-trois années de politique d'intégration et d'assimilation. Le commerce, l'administration et la sécurité sont, pour l'essentiel, entre les mains d'Indonésiens. L'indonésien est la langue officielle, et le retrait brutal des enseignants, qui ont déjà réclamé leur rapatriement, désorganiserait durablement ce secteur. Si Djakarta a, en l'espace de deux décennies, doté le territoire de premières infrastructures, la promotion de Timorais n'a pas été une priorité.

A plus long terme, Timor-Oriental, qui compte huit cent mille habitants, peut s'en sortir, estime l'universitaire indonésien Arief

Budiman. « Ils ne seront pas riches, le travail sera peut-être dur, mais ils pourront y parvenir », estime-t-il. Le territoire est pauvre, ses ressources limitées et la prospection pétrolière et gazière, entreprise par des Australiens et des Indonésiens, n'a pas encore donné de résultats. En raison de la proximité de l'Australie, l'exploitation d'un fort potentiel touristique est prometteur, mais dans un délai de plusieurs années. La diaspora timoraise est d'un maigre recours et le territoire souffre, avant tout, d'un manque cruel de cadres autochtones.

« S'ils mettent en place un cadre juridique solide, s'ils entretiennent la stabilité politique, ils pourront attirer de nombreux intérêts étrangers, taïwanais, sud-coréens, australiens. Mais ils devront s'appuyer sur une aide étrangère pendant pas mal de temps », a également déclaré Budiman. Mais « l'infrastructure politique n'est pas prête pour l'indépendance », rétorque le politologue indonésien Mohammed Hakim. Une phase de transition s'impose donc dans le cadre d'une coopération avec Djakarta et d'une assistance internationale, laquelle devra s'étaler sur plusieurs années.

Jean-Claude Pomonti

Thierry de Beaucé est secrétaire général du Club France-Japonais depuis 1980 et il a été ministre des relations culturelles de Michel Rocard en 1988. Démocrate, il fut également chef des services de presse des Premiers Ministres Jacques Chaban-Delmas puis Pierre Messmer de 1969 à 1973.

Le futur Parlement indonésien sera majoritairement composé de députés élus

L'armée conservera une représentation parlementaire, mais diminuée

Le Parlement indonésien a voté, jeudi 28 janvier, des lois qui feront des élections prévues le 7 juin le scrutin le plus ouvert depuis quarante ans. Les députés élus seront désormais majoritaires au prochain Parlement. Principal point d'achoppement, la représentation de l'armée dans l'Assemblée a été réduite de 75 à 38 sièges, mais pas supprimée. Les fonctionnaires ne seront plus obligés d'adhérer au parti gouvernemental.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Les lois votées, jeudi 28 janvier, par le Parlement indonésien ont assez radicalement modifié les règles du jeu politique. Ainsi les élections générales, prévues le 7 juin, seront les plus ouvertes depuis plus de quarante ans. Les débats, cette fois, ont eu lieu dans le calme, et non sous la pression directe de manifestations d'étudiants, contrairement à ce qui s'était passé en novembre, quand l'Assemblée consultative du peuple (MPR) avait amorcé le démantèlement juridique du régime de Suharto.

Le tripartisme – un parti dominant, le Golkar, et deux partis d'opposition « sous contrôle » –, qui régit l'Indonésie depuis 1972, est supprimé. Pour présenter des candidats aux élections, une formation politique doit être implantée dans au moins neuf provinces sur vingt-sept. Une première évaluation laisse penser que, sur plus de 130 partis enregistrés depuis la chute de Suharto en mai 1998, une quarantaine devrait franchir cette barre. Le maintien d'un scrutin de liste, selon une proportionnelle régionale, devrait favoriser les grandes formations.

L'armée, dont les membres n'ont pas le droit de vote, ne conserve que 38 sièges sur 500 au

Parlement, contre 75 en 1997 et 100 en 1992. Les autres députés seront élus au suffrage universel direct. Le Parlement plus 200 « délégués » désignés formeront le MPR, chargé d'élire en octobre le président et de se prononcer sur l'indépendance de Timor-Oriental. Les élus

et politique, avec l'assurance, dans la deuxième hypothèse, d'un congé d'un an avec solde. Enfin, une Commission électorale nationale sera constituée, composée de cinq représentants du gouvernement et d'un délégué de chaque parti capable de présenter des can-

ciers supérieurs, d'active comme retraités, sont actuellement à la tête de l'administration de provinces et de régences.

Plutôt que de se retirer du Parlement et de tenter de se replacer au-dessus des partis, les forces armées ont donc choisi la lutte, pied à pied, contre l'érosion de leur pouvoir. Elles prennent ainsi le risque de se laisser prendre au piège des jeux parlementaires. Majoritairement composé de représentants élus, et non plus désignés, le Parlement issu des élections du 7 juin devrait bénéficier d'une autorité beaucoup plus grande que les précédentes assemblées, que Suharto avait manipulées à loisir. Son successeur, B. J. Habibie, s'est engagé à plusieurs reprises à organiser des élections honnêtes, condition jugée indispensable à la restauration de l'ordre public et au redressement de l'économie.

Toutefois, la longueur du délai – près d'un an –, entre la démission forcée de Suharto et la tenue d'élections générales contribue à entretenir le désordre. La campagne à venir, qui s'annonce sinon dangereuse du moins remuante, laisse penser que l'Indonésie est loin d'être sortie de la zone de tempête.

Jean-Claude Pomonti

L'armée approuve l'initiative sur Timor-Oriental

Le général Wiranto, commandant en chef des forces armées indonésiennes et ministre de la défense, a déclaré, jeudi 28 janvier, que l'armée approuverait, le cas échéant, un vote de la future Assemblée en faveur de l'indépendance de Timor-Oriental. Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, a, lui, estimé qu'un référendum sur l'indépendance « n'était pas une solution ». Mercredi, le gouvernement indonésien avait proposé aux Timorais de choisir entre une « large autonomie » et l'indépendance. A Davos, Ginandjar Kartasasmita, ministre indonésien de l'économie, a estimé que Timor pourrait être indépendant dès « le début de l'an prochain » si l'Assemblée suivait les « recommandations » du gouvernement.

seront donc majoritaires. Auparavant, le MPR comptait 1 000 membres, dont 500 directement désignés par le pouvoir.

Les quatre millions de fonctionnaires sont libérés de leur obligation d'adhérer au Golkar, le parti gouvernemental qui a dominé le Parlement pendant près de trente ans et avait enlevé plus des deux tiers des suffrages en 1997. Ils disposent d'un délai de trois mois pour choisir entre administration

didats. Les votes de ces lois, par acclamation, ont été précédés de débats serrés, notamment sur le maintien d'une représentation militaire, même réduite, au sein du Parlement. Les personnalités politiques les plus en vue sont contre, et cette présence devrait prendre fin en 2004. Mais l'armée, appuyée par le Golkar, s'est accrochée à cette formule comme au faite d'une pyramide qui l'intègre au pouvoir civil. Des centaines d'offi-

TROIS QUESTIONS À...

JOSÉ RAMOS HORTA

1 Prix Nobel de la paix 1996 et dirigeant de la résistance timoraise en exil, comment réagissez-vous à l'évocation, par le gouvernement indonésien, d'une possible indépendance de Timor-Oriental ?

Je suis ravi de cette prise de position de Djakarta. Mais, sur le terrain, à Timor-Oriental, la réalité montre que les comportements des Indonésiens n'ont pas changé, avec les violations constantes des droits de l'homme par les militaires et les groupes paramilitaires financés et entraînés par l'armée. Les Timorais ont de quoi être inquiets.

2 Pensez-vous que Djakarta soit prêt à organiser un référendum d'autodétermination ?

Je l'espère, mais j'en doute. Il est vrai que les Indonésiens sont conscients de l'ampleur de l'opposition à l'occupation de Timor-Oriental, sur le terrain et sur le plan international. La société indonésienne n'est plus, ni psychologiquement ni émotionnellement, préparée à soutenir la politique de son gouvernement à l'égard de Timor.

Mais je me méfie des autorités de Djakarta. Pour nous donner confiance, il faut que les groupes armés à Timor-Oriental soient démobilisés et que l'Indonésie retire ses forces sur l'ensemble du territoire. Il faut que les prisonniers politiques soient libérés et que s'ébauche un processus démocratique, en coopération étroite avec les Nations unies, afin que le peuple timorais puisse décider de son avenir. Si les Indonésiens font de tels gestes, alors je leur ferai confiance.

3 Certains évoquent déjà le risque d'une guerre civile intertimoraise après l'indépendance. Cela avait été le cas avant l'invasion indonésienne de 1975, à la suite du retrait du Portugal. Qu'en pensez-vous ?

Une guerre civile reste possible si l'Indonésie la finance. En ce qui concerne le Conseil de la résistance, nous nous voulons tolérants et prônons une politique de réconciliation nationale.

Nous proposons qu'un gouvernement de transition prenne en main les affaires du pays. Les Timorais qui ont collaboré avec l'Indonésie pourront participer à un tel gouvernement. Nous sommes souples et pragmatiques.

Propos recueillis par
Bruno Philip

Soupons de manipulations dans un archipel déboussolé en proie à la violence 5 FEVRIER 99

DIJAKARTA
de notre envoyé spécial
« Je ne sais pas s'il y a des coupables parmi les forces armées ou si les fidèles de Suharto sont derrière.

ANALYSE

Après trente-deux ans d'un règne autocratique, l'Indonésie vit une très forte décompression

C'est une possibilité », a déclaré, le 25 janvier, Abdurrahman Wahid, à l'issue d'une cérémonie à la mémoire des victimes d'Amboine, qui se comptent par dizaines. Le leader du Nahdlatul Ulama, très influente association de mollahs, a ainsi repris une antienne de la classe politique indonésienne : les violences qui, à la mi-janvier, ont en partie détruit Amboine, chef-lieu de l'archipel aux épices, n'étaient pas spontanées.

Depuis, des musulmans d'Amboine ont rapporté que plus de huit cents voyous avaient débarqué de Djakarta à la veille des affrontements. Le 26 janvier, Abdurrahman Wahid a été rendre visite à Suharto, à son domicile dans le centre de

Djakarta, pour lui demander « d'intervenir pour empêcher ses terrifiants partisans de semer le chaos ». L'histoire ne dit pas comment l'ancien président a réagi.

Provocations ? Manipulations ? Les Indonésiens ont tendance à penser que la violence n'est jamais spontanée et que le fait qu'un simple incident dégénère souvent en affrontements dont profitent des pillards s'explique souvent par une « main invisible ». Les partisans de l'ancien régime, renversé en mai 1998, auraient donc intérêt à entretenir le chaos et à prolonger la transition.

Des « forces obscures » entretiendraient-elles ainsi l'insécurité et le pourrissement ? La question n'est jamais vraiment tranchée. Déjà, en 1998, quand une chasse aux « sorciers » avait fait dans des campagnes javanaises deux cents victimes, souvent massacrés dans d'horribles conditions, Abdurrahman Wahid avait profité des allusions identiques. Il sait, a-t-il encore avancé fin janvier, dans quelles régions s'organisent de futures violences mais il ne l'a pas révélé « de peur de jeter de l'huile sur le feu ».

Après trente-deux ans d'un

règne autocratique, l'Indonésie vit une très forte décompression. Les explications rationnelles abondent. L'effondrement de l'économie est brutal. La pauvreté et la faim expliquent la résurgence de la criminalité. L'injustice et la corruption sont, du coup, plus difficilement supportables. Les migrations, organisées pendant deux décennies, de Javanais et Madurais vers des îles moins peuplées, sont la source de rancœurs longtemps rentrés et qui éclatent en plein jour. Si longtemps imposée par un système hyper-centralisé et aux méthodes brutales, la cohabitation entre ethnies et religions devient, tout à coup, un leurre. Le terrain est donc propice aux manipulations.

DILUTION DE L'AUTORITE

Pourtant, ces constatations offrent une explication un peu courte. Protégé par une nomenclature bureaucratique et militaire qui lui doit un peu tout, Suharto n'en prépare pas pour autant son retour. Dans un archipel qui s'étire sur cinq mille kilomètres et abrite plus de deux cent millions de gens, la dilution de l'autorité ne souligne peut-être pas seulement le vide des lendemains de dictature. Le senti-

ment d'urgence n'est pas toujours évident : certains baissent les bras et d'autres ont l'esprit ailleurs. Les Indonésiens paraissent désorientés, comme s'ils pensaient que, de toute façon, la solution dépend du ciel et que l'harmonie ne se rétablira que dans la foulée d'un être providentiel.

Certes, le vaste archipel ne s'est pas enflammé du jour au lendemain. Sous Suharto, plusieurs insurrections et des flambées de colère ont été brutalement réprimées. Début 1997, à Kallimantan, la partie indonésienne de Bornéo, des affrontements entre Dayaks locaux et migrants madurais avaient fait des centaines de morts. Depuis, si de nombreuses campagnes sont demeurées relativement paisibles, les manifestations politiques et les affrontements ethniques ou religieux se sont multipliés. Que le verrou Suharto ait sauté voilà déjà huit mois n'a apporté qu'un bref répit.

A Karawang, une ville de Java, une rumeur selon laquelle la police aurait maltraité des motocyclistes, qui gagnent leur vie en transportant des passagers, a provoqué une émeute le 8 janvier. Les vandales, y compris des gamins, s'en sont pris

aux commissariats de police, ont pillé des magasins et attaqué deux temples protestants. La police a fini par tirer, tuant une personne et en blessant six autres. Des incidents du même ordre sont régulièrement rapportés aux Célèbes, à Java ou à Sumatra.

A Djakarta, il arrive qu'aux feux rouges, des mendicants s'en prennent aux véhicules dont les occupants refusent de tendre une pièce de monnaie.

« TEST DE CRÉDIBILITÉ »

En novembre, pendant que des étudiants manifestaient aux abords du Parlement, des bandes de voyous ont occupé l'autoroute urbaine qui relie la capitale à son aéroport international pour dévaliser les passagers. Des chauffeurs de taxis sont volés quand ils ne volent pas, eux-mêmes, leurs clients. A bord des autobus, les pickpockets se sont multipliés. Les traditionnelles bagarres entre collégiens ou étudiants deviennent méchantes.

Abdurrahman Wahid n'est pas le seul leader populaire à parler de complot. Beaucoup d'autres en font autant. Marzuki Darusman, président respecté de la Commission nationale des droits de

l'homme et l'un des dirigeants du parti gouvernemental Golkar, a récemment estimé que l'armée était sur le point de « de devoir rompre avec le passé ». « Les militaires, a-t-il dit, ont une idée précise de ce qui se passe dans le pays (...) et la question n'est pas tant de savoir s'ils vont agir mais plutôt de savoir quand ils seront en mesure de le faire. » Les désordres sociaux représentent un « test de notre crédibilité », a reconnu le général Wiranto, patron des forces armées, lors d'un remaniement, en janvier, du commandement qui semble renforcer sa main.

En attendant, les Indonésiens sont comme déboussolés. Ils ne perçoivent pas, du moins pas encore, sur quoi pourrait déboucher une transition qu'ils vivent fort mal. Ils semblent privés de direction. Les lois électorales, votées le 28 janvier par une assemblée d'ancien régime, n'ont pas convaincu de nombreux septiques. Les élections hebdomadaires de violence, à travers l'archipel, entretiennent un climat d'incertitude. Et les vrais coupables, ceux qui tirent les ficelles, sont rarement épinglés.

Jean-Claude Pomonti

(12.)

Des « provocateurs » repérés à Medan

Environ deux cents « provocateurs » se sont introduits à Medan, la grande ville de Sumatra septentrional, pour susciter des affrontements religieux du type de ceux qui ont éclaté, à la mi-janvier, sur l'île d'Ambone. Le vice-gouverneur de Nord-Sumatra, Wahab Dalimunte, a également déclaré au quotidien Kompas de Djakarta qu'il avait invité les quelque onze millions d'habitants de la province à prendre des mesures de sécurité.

Plusieurs personnalités indonésiennes ont exprimé, ces derniers jours, leurs préoccupations face à des manœuvres en cours pour semer le trouble dans l'ensemble de l'archipel indonésien.

A Ambone, où la tension demeure vive, le bilan des affrontements entre chrétiens et musulmans pourrait s'élever à plus de cent morts, de nouveaux corps étant découverts quotidiennement.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Un homme à suivre, dit-on d'Adi Sasono, cinquante-cinq ans, musulman « modératiste » et, depuis mai 1998, dynamique ministre des coopératives. Son projet : restructurer une économie dominée par la minorité chinoise en exploitant un réseau de plus de cinquante mille coopératives, en majorité publiques. Il n'a rien contre les Chinois, répète-t-il, et sa seule ambition est de mettre fin aux monopoles afin de redistribuer les richesses. Il est l'un des avocats d'une « économie populaire » promue très ouvertement par des musulmans depuis la chute de Suharto. Son budget : plus de 15 milliards de francs par an. Ceux qui se réclament de l'islam en Indonésie représentent 89 % de la population, contre 9 % de chrétiens. Pendant les deux premières décennies de son règne, Suharto a tenu à distance les musulmans. Au nom de l'unité de l'archipel, il a interdit de politique les religions. Il n'a changé son fusil d'épaule qu'à la fin des années 80. L'ancien président a alors commencé à fréquenter régulièrement les mosquées le vendredi, s'est rendu à La Mecque et a suscité, en 1990, la formation de l'Association des intellectuels musulmans ou ICMI, dont B. J. Habibie a été le président jusqu'en 1998, quand il a remplacé Suharto à la

L'islam cherche à accompagner la quête d'une identité moderne 5 Février 99

tête de l'Etat. Comme d'autres ministres de Habibie, Adi Sasono est passé par ce foyer de « modernistes », qui lui a servi de tremplin. Autre produit de l'ICMI, mais dont il a vite perdu la vice-présidence car Suharto s'en méfiait : le populaire Amien Rais, qui a présidé la Muhammadiyah, une association musulmane de vingt millions de membres, avant de former, en août, le Parti du mandat national. Rais avait été l'un des premiers à réclamer le limogeage de Suharto. Sasono et Rais passent pour entretenir de bonnes relations.

« ROBES MUSULMANES »

La libéralisation politique, qui a suivi la démission forcée de Suharto en mai 1998, et l'effondrement économique ont redonné des couleurs à l'islam. Cette religion est de plus en plus présente dans la publicité, à la télévision, dans le vêtement et dans la presse, avec une quarantaine de publications. Sur le petit écran, de toutes petites filles recouvertes de voiles, des pieds à la tête, chantent les derniers tubes. Une centaine d'écoles coraniques viennent d'ouvrir leurs portes et leurs dor-toirs aux seize mille enfants des rues de Djakarta. Les défilés de mannequins présentent de plus en plus de « robes musulmanes » adaptées au goût du jour et les nouvelles bourgeoisie sont séduites. Sur les quelque

cent trente partis politiques créés depuis le « mai de Djakarta », plus d'une trentaine se réclament directement de l'islam. Toutefois, même s'ils sont plus dévots qu'auparavant, les nouveaux bourgeois ap-paîtrés d'Indonésie ne sont pas prêts, en no-tembre 1998, l'intervention de milices musul-manes, face aux étudiants, a été fort critiquée. Certes, l'actuel président de l'ICMI, Achmad Tirtosudiro, un diplomate retraité, réclame une « représentation proportionnelle » dans tous les domaines, soit neuf places sur dix pour les musulmans. Mais Amien Rais parle plus volontiers de pouvoir majoritaire et de méritocratie. « La nation d'abord », résume-t-il, sachant que le monde musulman, divisé, comprend également un fort courant conser-vateur qui dénonce l'« exploitation politique » de l'islam.

L'illustration de l'islam modéré est le Nah-diatul Ulama, une association de mollahs qui arfiche plus de trente millions de membres et dispose d'un puissant réseau dans les cam-pagnes. Son président, Abdurrahman Wahid, alias Gus Dur, est un ferme partisan de la sé-pARATION de la religion et de l'Etat. Il a confié à l'un de ses lieutenants la responsabilité d'un Parti de l'éveil national créé en juillet. Des millions de musulmans, sinon des dizaines de

millions, voteront également, lors des élec-tions générales prévues le 7 juin, pour Mega-wati Sukarnoputri, fille aînée de feu Sukarno, elle-même musulmane et très ferme par-tisane d'un Etat séculier. Les « modernistes » ne sont pas des isla-miques. Comme B. J. Habibie, Amien Rais pro-clame son attachement aux *panchasilas*, les cinq principes fondateurs d'une république séculière. Mais, en pleine crise d'identité, leur défense des *pribumi*, les fils du sol, a du poids auprès d'un public qui se méfie des autorités en place. Ils risquent toutefois de marcher un peu les uns sur les pieds des autres. Rais est ouvertement candidat au fauteuil qu'occupe actuellement son « ami » B. J. Habibie. Quant à Adi Sasono, il ne cache pas que « la clé est le pouvoir politique ».

Dans une société où il ne s'est propagé qu'à compter du XIII^e siècle, l'islam s'accommode encore des croyances locales, relevant souvent du spiritualisme et de l'animisme. Sensible depuis deux décennies, l'islamisation de l'archipel n'a guère favorisé, pour l'instant, le fondamentalisme, dont l'audience est ur-baine et fort limitée. Elle n'a pas davantage réduit les divisions politiques entre musul-mans.

J.-C. P.

Thierry de Beaucé, dans son roman "L'archipel des épices" raconte les péripéties d'un jeune biologiste perdu en Indonésie, à la recherche de la "panacée".

Thierry de Beaucé, fait maintenant partie du GROUPE VIVENDI, qui est l'un des protagonistes dans l'univers des médias : suite au retrait de VINCENT BOLLORÉ du capital de BOUYGUES, les grandes manœuvres sur PATHÉ et sur TFI ont même la compagnie VIVENDI, dirigée par JEAN-MARIE MESSIER à rentrer dans le capital de TFI. (Note : Vincent Bolloré est l'homme d'affaires breton qui a mis fin à l'aventure AIR LIBERTÉ avec Lotfi Belhassine).

LE MONDE / VENDREDI 5 FÉVRIER 1999

ASIE L'Indonésie s'apprete à élire ses nouvelles autorités dans une transition mouvementée de la dictature à une démocratie relative. Les préparatifs électoraux s'ouvrent avec

nel et l'armée conservera 38 des 500 sièges de l'Assemblée nationale. ● LA DÉCENTRALISATION déléguera aux provinces des pouvoirs destinés à réduire les tensions régionales, eth-

niques, religieuses et économiques. ● LE TERRITOIRE DE TIMOR-ORIENTAL aussi ses représentants, qui pourront éventuellement opter pour l'indépendance. ● LA VIOLENCE

QUOTIDIENNE dans la transition - qui a fait mercredi 3 février une dizaine de nouvelles victimes - se nourrit de manipulations greffées sur le banditisme né de la crise économique.

La marche confuse de l'Indonésie vers la démocratie

L'après-Suharto s'organise douloureusement dans un pays tourneboulé par la crise économique. Des provocations semblent à l'origine des affrontements intercommunautaires. Le sort de Timor-Oriental, dont le leader nationaliste Xanana Gusmao va quitter sa prison, sera en jeu dans le scrutin du 7 juin

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

A la suite du vote de lois électorales, le 28 janvier, par l'Assemblée, le ministre indonésien de l'intérieur a communiqué cette semaine le calendrier, semé d'embûches, des élections générales annoncées pour le 7 juin.

En février, le ministre procédera à l'enregistrement des partis politiques autorisés à présenter des candidats. Selon le général Syarwan Hamid, ministre de l'intérieur, environ trente formations, sur quelque deux cents qui ont déposé des demandes, devraient être retenues, ce qui provoquera des mécontentements. Certains redoutent déjà des « manipulations » de la part de l'administration dont les faveurs vont au Golkar, parti pro-gouvernemental.

La règle retenue est relativement souple : une présence dans un tiers des vingt-sept provinces de l'Indonésie et dans la moitié des régions (districts) de ces neuf provinces. Les mouvements locaux seront ainsi éliminés ou contraints de fusionner avec des mouvements qui ont une audience nationale. Le scrutin proportionnel retenu, à l'échelon provincial, devrait avantager les grandes formations.

Du 16 mars au 17 avril, les listes

nationale. Ils éliront également les membres des assemblées provinciales et ceux de plus de deux cents régions ou districts. Ce scrutin devrait également avoir lieu à Timor-Oriental, « vingt-septième province ». L'ancien territoire portugais « élira aussi ses représentants et, si ces derniers optent pour l'indépendance, qu'il en soit ainsi », a déclaré Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, dans un entretien publié, mercredi 3 février, par l'*International Herald Tribune*.

DÉCENTRALISATION

La publication officielle des résultats aura lieu le 12 juillet et l'Assemblée nationale se réunira le 29 août. Ce Parlement et 200 délégués désignés, dont 135 représentants des régions, formeront l'Assemblée consultative du peuple (MPR) chargée d'élire un président et de se prononcer sur l'avenir de Timor-Oriental. En octobre, les nouvelles autorités élues de l'Indonésie devraient donc être en place.

Ce processus électoral s'accompagnera d'un programme de décentralisation qui doit être soutenu cette semaine au président B.J. Habibie, le successeur de Suharto, avant d'être soumis à l'actuel Parlement. « Nous voulons que les gouvernements locaux soient as-

sez puissants pour décider dans le domaine des investissements et dans d'autres, sauf en ce qui concerne la monnaie, la défense, la diplomatie et la justice », a déclaré mardi Ryaas Rasyid, directeur général chargé des questions d'autonomie

Le principal leader timorais lance un appel au calme

Xanana Gusmao, le leader timorais interné à Djakarta, a lancé un appel au calme dans l'ancien territoire portugais, où des heurts ont eu lieu entre pro-Indonésiens et indépendantistes. Les partisans de l'indépendance de Timor-Oriental et leurs adversaires, a déclaré Gusmao dans un appel radiodiffusé par la radio nationale portugaise, « doivent manifester un respect mutuel ». Il a proposé, mercredi 3 février, la création d'une « commission de stabilité », présidée par Mario Carrascalao, ancien gouverneur de Timor-Oriental et actuel conseiller du président indonésien, avec des représentants des factions timoraises et de l'Assemblée. Xanana Gusmao, qui est président du Conseil national de la résistance timoraise et purge une peine de vingt ans de prison, doit être transféré le 10 février dans une villa de Djakarta, afin de pouvoir participer aux négociations. Il y disposera du téléphone.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a invité les chefs des diplomates indonésienne et portugaise à se rencontrer, dimanche 7 et lundi 8 février, à New York, pour y discuter d'un règlement timorais.

régionale au ministère de l'intérieur. L'un des rédacteurs du projet de loi, Andi Mallarangeng, a ajouté que la décentralisation, qui déléguera aux provinces le pouvoir de choisir leurs projets de développement, avait pour objet de réduire les tensions régionales et de cou-

J.-C.P.



en particulier, seront bannis « afin d'éviter les affrontements et les violences qui ont marqué les élections précédentes ».

Le 7 juin, quelque 130 millions d'Indonésiens éliront 462 députés, 38 sièges étant réservés aux forces armées sur les 500 de l'Assemblée

électorales seront établies et celles des candidats seront publiées. La campagne électorale officielle ne s'étalera que sur trois semaines, du 18 mai au 6 juin, avec interdiction, pour des raisons de sécurité, des manifestations et rassemblements publics. Les traditionnels défilés,

14.

L'Assemblée doit voter le nouveau calendrier électoral

Indonésie : Habibie à l'épreuve

Les émeutes de la faim se multiplient à travers le pays, et le successeur de Suharto a du mal à convaincre.

BANGKOK :
Florence COMPAIN

La session extraordinaire de l'Assemblée consultative du peuple, la plus haute instance indonésienne, s'est ouverte hier dans un imposant déploiement de sécurité.

Pas moins de trente mille soldats et cent vingt-cinq mille miliciens civils quadrillent Djakarta. Ne lésinant pas sur les moyens, le pouvoir indonésien a également réquisitionné six navires de guerre, dont un sous-marin, et les a positionnés au large de la capitale pour « faire face à toute éventualité ». « Le chaos mène à l'anarchie », répète à l'envi pour justifier ces mesures le général Wiranto, commandant en chef de l'armée et ministre de la Défense et de la Sécurité.

Près de six mois après la démission forcée du président Suharto, l'Indonésie décide de son avenir politique. Cette session extraordinaire doit confirmer un calendrier prévoyant des élections parlementaires, en mai prochain, suivies, en



Le président Habibie, hier, à la sortie de la session extraordinaire de l'Assemblée consultative du peuple, qui doit jeter les bases de la vie politique de l'après-Suharto. (Photo Reuter.)

décembre, de celle d'un nouveau président. Elle doit également adopter un ensemble de textes destinés à mettre fin à trois décennies d'autocratie et introduire un système de représentation démocratique.

« Cette session n'est qu'une farce, du théâtre politique », grondait lundi les

étudiants, pendus aux grilles du Parlement.

Les manifestants font valoir que, dans leur écrasante majorité, les mille membres de l'Assemblée sont ceux qui, en mars dernier, avaient triomphalement réélu pour un septième mandat le général Suharto, aujourd'hui accusé de

népotisme et de corruption. Jusuf Habibie – la « copie conforme de Suharto », selon les manifestants – a du mal à convaincre les Indonésiens. L'économie de l'archipel s'effondre, et les contrecoups sociaux sont déjà très perceptibles : près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté.

L'agitation se dessine en province comme en ville : les émeutes de la faim se multiplient à travers le pays, et les mouvements séparatistes sont plus forts que jamais.

Affaiblis par la crise, soupçonnés d'avoir trop longtemps profité de l'ancien régime, les héritiers de Suharto ne font guère illusion.

« User de leur raison »

Les dirigeants de l'opposition ne disent pas autre chose. « Tous les décrets qui seront adoptés sont déjà préparés », estime Mochtar Buchori, un proche de Megawati Sukarnoputri, figure de proue de l'opposition. « La session ne sera

vira qu'à légitimer la situation actuelle. »

Le dirigeant musulman Amien Rais est devant un dilemme : « Soutenir la tenue de la session, c'est conférer une certaine légitimité au président Habibie. Mais, si nous joignons nos forces à celles des étudiants, et si nous empêchons la réunion, ce sera pire : cela permettra à Habibie de ne pas organiser les élections et de gagner du temps pour renforcer sa position. »

« J'espère que les membres de cette Assemblée qui n'ont plus de légitimité vont user de leur raison et qu'ils ne feront rien de stupide », annonce l'opposant.

Il cite le report de la date des élections et l'adoption d'un décret attribuant d'office à l'armée un certain nombre de sièges dans le futur Parlement (le gouvernement a proposé de réduire ce chiffre de soixante-quinze à cinquante-cinq, mais les Indonésiens ne veulent plus que l'armée se mêle de politique). « Tout cela serait ressenti comme une provocation par le peuple », met-il en garde.

F. C. (Avec AFP, Reuter.)

STRATEGIES FRANCAISES

Thierry de BEAUCE a fait l'ENA, puis devient conseiller culturel au JAPON de 1976 à 1979.

Il est directeur des affaires internationales de ELF de 1981 à 1986.

THIERRY de BEAUCE est un intellectuel, qui se passionne pour l'oeuvre et le parcours de ST Augustin. Cet homme qui peut servir de modèle dans les phases de transition : passer de l'Empire romain à la Chrétienté. Thagaste, village où naquit ST Augustin, une cité qui, au IV^e siècle, comme l'Afrique du Nord, était encore le verger de Rome.

Thierry de Beauce, pour sa biographie de ST Augustin, va beaucoup voyager : Algérie, Italie...

ST Augustin.

Éléments biographiques

354. Augustin naît à Thagaste, dans l'Afrique romaine (sur les montagnes aux confins de l'Algérie et de la Tunisie contemporaines).

365-369. Il va étudier à Madaure, ville universitaire à quelque distance de là.

370-372. Il poursuit à Carthage des études de rhéteur. Il découvre, avec l'*Hortensius* de Cicéron, la sagesse romaine. Il vit avec une concubine. En 372 naît son fils unique Adéodat.

373. Il devient proche des manichéens. Il revient à Thagaste pour enseigner.

374-383. Augustin est professeur à Carthage. Il commence à douter du manichéisme.

383-384. Il va à Rome pour perfectionner sa formation. Il aspire aux plus grandes carrières, de fonctionnaire et de gouverneur. Il enseigne pour vivre. Sa mère Monique l'a suivi, ainsi qu'un groupe d'amis qui s'adonnent à la philosophie.

384-386. Il part pour Milan enseigner la rhétorique. Monique lui impose de renvoyer sa concubine. Il se chargera seul de l'éducation de son fils. Il veut devenir le disciple de l'évêque Ambroise.

En août 386, il se convertit au christianisme après avoir eu la révélation de Dieu, dans un jardin de Milan.

386-387. Il se retire à Cassiciatum, proche de Milan, pour préparer son baptême. Il est entouré des siens. Il rédige ses premiers textes philosophiques, les soliloques et les dialogues.

387. Il reçoit le baptême à Milan, avec son fils. Il veut revenir en Afrique. À Ostie, il rejoint sa mère dans une extase qui le rapproche encore du Dieu chrétien. Monique meurt. Il retourne à Rome où il rédige le *Traité du libre arbitre*.

388-391. Il retourne en Afrique et vit comme un moine à Thagaste.

389. Son fils Adéodat meurt.

391. Il est ordonné prêtre à Hippone.

395. Il est désigné comme évêque auxiliaire d'Hippone, l'actuelle Annaba algérienne et l'ancienne Bône des Français.

396. Les fidèles l'appellent comme évêque titulaire d'Hippone. Il occupera cette chaire pendant trente-quatre ans et deviendra le plus puissant évêque de l'Afrique romaine, grand ordonnateur des conciles et de la lutte contre les hérésies.

397. Il commence la rédaction des *Confessions*.

Jusqu'à sa mort, il continue de rédiger son œuvre, de prononcer de multiples sermons, d'entretenir une

correspondance avec tout l'univers. En 413, il a commencé la rédaction de *La Cité de Dieu*.

426. Il désigne l'évêque Héraclius comme son successeur.

427. Il commence la rédaction des *Retractationes*.

430. Il meurt à Hippone le 28 août. La ville est assiégée par les Vandales. Elle sera prise quelques mois plus tard.

A travers le parcours initiatique de ST Augustin, Thierry de Beauce fait un parallèle avec la société d'aujourd'hui. Mener une action politique, gérer la cité, voyager pour augmenter ses connaissances sont autant d'actions pour lesquelles ST Augustin peut servir de référence.



« Saint Augustin, évêque d'Hippone »
de Piero della Francesca, 1460

70

CULTURE

SAINT AUGUSTIN

Une voix qui résonne encore

ÉDITION – Dans un Empire romain en pleine fracture, dans une chrétienté agitée par maintes hérésies, saint Augustin (354-430) aborde tous les secteurs de la vie intellectuelle. Son œuvre immense a fécondé toute la philosophie et la spiritualité occidentales. Aujourd'hui, voici ses « Confessions » en Pléiade où elles font un succès. **PAR LAURENT THEIS**

En 1371, le conseiller de Charles V Raoul de Presles, traduisant pour la première fois en français, à la demande du roi, « La cité de Dieu », affirma avoir choisi entre plus de trente manuscrits celui qui servit de base à son travail. C'est dire à quel point l'œuvre de saint Augustin était alors répandue, et aucun auteur sans doute en Occident n'a jamais été autant diffusé ni commenté que celui-là. Seul Père de l'Église qui soit réellement connu en dehors de la sphère chrétienne, Augustin, enfant de Platon fécondé par saint Paul, est le parrain de la philosophie, de l'idéologie et de la spiritualité occidentales, en qui les nazis ont reconnu le prototype de « l'Africain dégénéré ». Ecrite le plus souvent à vif, sur-le-champ et dans le mouvement, son œuvre échappe pourtant à la contingence de ses origines. C'est pourquoi elle apparut presque aussitôt indissociable de l'Écriture sainte.

Rien, pourtant, dans les débuts d'Aurelius Augustinus, ne le prédestinait à devenir ce saint Augustin-là, et c'est pourquoi sans doute il discerna dans son parcours l'action permanente de Dieu, telle qu'il la reconstitue dans « Les confessions ». Thagaste, où il naît le 13 novembre 354, est une petite cité romano-berbère sans éclat. L'odeur du pin et de l'olivier, le jaillissement de l'eau, la lumière vibrante de l'été africain l'accompagneront toute sa vie. Fils cadet d'une famille de trois ou quatre, il est élevé dans une gêne sans pauvreté par un père païen, Patricius, et une mère née chrétienne, Monique.

L'Afrique est alors la perle de l'Empire, Carthage, sa capitale, la deuxième ville d'Occident. Le système scolaire latin donne avec Augustin la mesure de son efficacité. Ecole pri-

maire à Thagaste, enseignement secondaire au chef-lieu, Madaure, études supérieures à Carthage, à 19 ans, Augustin, sociable et joyeux camarade, commence à Thagaste son métier de professeur de lettres latines, où il réussit suffisamment pour obtenir un an plus tard la chaire de rhétorique à Carthage.

Une existence heureuse se dessine : entouré d'amis chers, il a pris femme dès 371. L'année suivante est né Adeodat. Entré en contact avec le milieu manichéen de Carthage, certainement plus attirant que le catholicisme primaire pratiqué par Monique et que le style bien peu cicéronien de la Bible, il rejoint d'un coup, car Augustin est un impulsif, ce courant religieux. Il y demeure pendant neuf ans. Le voilà qui approche des 30 ans, et la vie qui s'écoule. Qu'en a-t-il fait, lui que travaille l'obsession du temps ? Intellectuellement et métaphysiquement, Carthage et le manichéisme n'ont plus de quoi le satisfaire. C'est en Italie que s'ouvrent les chemins de la réussite. En 383, il prend le bateau pour Rome, laissant avec soulagement Monique explorée aux rivages africains, dans une scène digne de la séparation d'Enée et de Didon, qui naguère faisait pleurer Augustin, grand lecteur de Virgile. Accueilli par le milieu manichéen, il part, après quelques mois d'un professorat décevant, pour Milan, où la bienveillance du préfet Symmaque, thuriféraire de la vieille religion romaine, lui obtient la chaire de rhétorique impériale.

Les deux ans et demi passés dans la capitale le transforment. Parce qu'*« elle aimait ma présence comme les mères, mais beaucoup plus que nombre d'entre elles »*, Monique l'a rejoint à Milan. Il y a là aussi, Augustin recréant toujours autour de lui son milieu traditionnel, ses amis Alypius et Nebridius. Le premier ►►

Aperçu bibliographique

L'ouvrage de référence, demeuré inégalé par son ampleur et sa perspicacité, est celui de Peter Brown, « La vie de saint Augustin », paru en 1967 et traduit en français par Jeanne-Henri Marrou (Seuil, 1971, 542 pages). Particulièrement clair et inspiré par Henri-Irénée Marrou, maître des études augustiniennes, « Saint Augustin et l'augustinisme » (avec la collaboration de A.-M. La Bonnardière, Seuil, 1955, 192 pages). Indispensable reconstitution du milieu dans lequel évolue l'évêque d'Hippone, A.-G. Hamman, « La vie quotidienne en Afrique du Nord au temps de saint Augustin » (Hachette, nouvelle édition 1986, 474 pages). ►►

CULTURE / SAINT AUGUSTIN

►► Pensant et écrivant au plus près d'Augustin, Agostino Trapè, prieur général des augustins, « Saint Augustin, l'homme, le pasteur, le mystique », paru en 1976, traduit de l'italien par Victor Arminjon (Fayard, 1988, 334 pages) et Goulyen Madec, lui aussi membre des forains, « Le Saint Augustin » (1998, 214 pages). Peut-être aussi le Sermon de saint Augustin, « Peuples de saint Augustin » (Desclée de Brouwer, 1982, 142 pages). Mise en perspective de l'œuvre de saint Augustin par Lucien Jerphagnon, « Histoire de la pensée. Antiquité et Moyen Age » (nouvelle édition Livre de Poche, 1993, 592 pages). Enfin, tout à fait à part, les fragments posthumes d'une œuvre inachevée de Jean-François Lyotard, mort en avril 1998, « La confession d'Augustin » (Galilée, 140 pages), textes difficiles traversés d'expressions fulgurantes et d'intuitions saisissantes.

►► soin de Monique, pour faire place nette à un mariage avantageux, est de faire renvoyer par Augustin en Afrique la mère d'Adeodat. On ne jugerait pas l'attitude et le caractère d'Augustin à l'aune de la sensibilité moderne s'il ne s'était pas exprimé lui-même sur ce registre : « *L'on m'avait arraché l'habituelle compagne de ma couche. Mon cœur, où elle était fixée, en fut déchiré d'une blessure traînante de sang.* » Sa fiancée n'étant pas encore nubile, il prend une concubine. De corps et d'esprit, toute sa vie Augustin aime aimer et être aimé.

Sa sociabilité s'épanouit dans « le cercle de Milan », club formé de néoplatoniciens, chrétiens ou non, dominé par l'impressionnante figure de l'évêque Ambroise. Là, Augustin peaufine et dépasse ce que Cicéron lui a appris de la philosophie grecque. Grâce à la lecture de Plotin en traduction et aux sermons d'Ambroise, il parvient à concevoir l'Être en dehors de l'étendue, l'esprit dégagé de la matière.

Comme il le fera toute sa vie, il s'acharne à comprendre. La qualité de l'Eglise milanaise,

enrichie du meilleur de la pensée antique, trouve bientôt en Augustin un catéchumène intéressé. Entre le Logos platonicien et le Verbe de l'Evangile de Jean, la passerelle est aisément tendue et franchie, via saint Paul.

Vient alors l'instant critique où l'illumination de l'âme donne sens au cheminement de l'esprit. C'est en août 386, dans un jardin, à l'ombre d'un figuier. Le récit de la vocation de saint Antoine a mis Augustin dans un état d'agitation extrême. Il entend une voix d'enfant : « *Tolle, lege!* » (« Prends, lis! ») Il ouvre alors au hasard les Epîtres de saint Paul et tombe sur le passage qui enjoint de renoncer aux turpitudes du monde au profit du Christ. « *Aussitôt la phrase terminée, ce fut comme une lumière de sécurité infuse en mon cœur, dissipant toutes les ténèbres du doute.* » A 32 ans, Augustin a renoué avec le christianisme de son enfance. La conversion chez lui n'abolit pas le passé, elle lui donne sens. C'est pourquoi l'analyse psychologique apparaît chez Augustin si

L'Empire romain au temps d'Augustin

« *Je suis l'Empire à la fin de la décadence, Qui regarde passer les grands Barbares blancs En composant des acrostiches indolents D'un style d'or où la langueur du soleil danse...* »

Ces vers d'un sonnet de Verlaine sont cités par l'historien Henri-Irénée Marrou pour dénoncer l'image d'Epinal selon laquelle les deux derniers siècles de l'Empire romain seraient ceux de la décadence pendant laquelle des hordes barbares, déferlant sur les campagnes désertées, seraient facilement vainqueurs d'aristocrates dégénérés.

Certes, le monde dans lequel est né Augustin n'est plus celui de l'époque des Antonins, le deuxième siècle de notre ère considéré comme l'âge d'or de Rome. L'anarchie du pouvoir impérial, pendant les décennies troublées du III^e siècle, a favorisé la pénétration de peuples venus de l'est ou du nord de l'Europe et l'effondrement de l'économie en maintes régions. Mais, dès 270, du chaos sort une puissance romaine, issue du redressement de

l'autorité impériale grâce à un Aurélien, un Dioclétien, un Constantin.

Ce « nouvel Empire » n'est pas « décadent », il est « différent ». Il faut resituer ce que sont les « invasions barbares ». Certes, le sac de Rome par les Wisigoths d'Alaric, évoqué par Augustin dans « La cité de Dieu », correspond bien à une « invasion ennemie ». Mais, à cette date, il y a belle lurette que des peuples, venus de l'extérieur, se sont installés dans l'Empire, de la volonté même des Romains. Ces « Barbares » ont été intégrés dans le système social et ont contribué à la renaissance de la fin du III^e siècle. Les meilleurs souverains, qui ont rétabli la grandeur de l'Empire, sont des Illyriens (région du Danube) ou des Germains. A la mort de Théodose I^{er} en 395, c'est un de ses généraux, le Vandale Stilicon, qui assure la tutelle de ses fils mineurs et permet la survie de l'Empire. Les Barbares qui, au V^e siècle, envahissent la Gaule, l'Italie, l'Espagne et l'Afrique affrontent des Barbares romanisés. En fait, la fracture réelle se trouve entre l'Occident et l'Orient, consacrée en 395

par le partage de l'Empire entre les deux fils de Théodose I^{er}, Honorius recevant l'Occident et Arcadius, l'Orient.

La restauration de l'Empire à la fin du III^e siècle s'est traduite par l'apparition d'un dirigisme très autoritaire du pouvoir central. En imposant le principe de l'hérédité des métiers et des charges, les empereurs ont cloisonné les classes sociales et creusé le fossé entre les « riches » et les « pauvres ». Le luxe et le raffinement de l'aristocratie à la cour impériale atteignent leur apogée grâce aux fortunes des clarissimes et des patrices. Lorsque la noble Mélanie décide, au début du V^e siècle, de se consacrer au Christ et de vendre ses propriétés, qui s'étendent de la Grande-Bretagne à l'Afrique, il lui faut près de dix ans pour trouver suffisamment d'acquéreurs.

En Occident, la très longue crise du III^e siècle a provoqué la désertion des citadins, dont les plus riches se réfugient dans leurs propriétés terriennes, où ils peuvent vivre en autarcie. Cette concentration de la richesse s'opère au détriment d'autres classes so-

moderne : « C'est dans l'immense palais de ma mémoire, écrit-il, que je me rencontre moi-même. » Et il s'épuise à scruter « cette profondeur aux infinis replis » : « Il s'agit de moi, de moi qui me souviens, de mon esprit. Et voilà que je ne comprends pas la nature de ma propre mémoire, alors que, sans elle, je ne pourrais même pas dire "moi" ! »

Augustin a démissionné de son enseignement et renoncé au mariage. Retiré au début de l'automne dans la villa de Cassiciacum, près du lac de Côme, il s'adonne à la méditation philosophique à haute voix, et ses entretiens avec ses parents et amis sont consignés dans des Dialogues de forme socratique, gracieux et pé-

nétrants. Puis, dans la nuit de Pâques 387, Augustin, son fils et Alypius, dans le baptistère de Milan, reçoivent des mains d'Ambroise le baptême par immersion complète.

La petite troupe décide alors de retourner chez elle, en Afrique, poursuivre l'existence communautaire. A Ostie, dialoguant à une fenêtre donnant sur un jardin – encore un jardin, allégorie de l'Eden, mais aussi élément essentiel de la civilisation romaine –, Monique et son fils sont emportés dans une contemplation mystique qui est l'un des morceaux de bravoure de la littérature chrétienne. Quelques jours plus tard, Monique meurt, à 55 ans. « *Ma vie s'en allait en lambeaux, ma vie qui n'avait fait qu'un avec la sienne.* » Augustin, aussi, se sent délivré de ce qui pouvait paraître « *une affection trop charnelle* ». En 1945, la pierre tombale portant l'épithaphe consacrée à Monique fut retrouvée à Ostie. L'adolescent prolongé, lui, est devenu adulte, et sûr de sa foi. ►►



ciales. La vie municipale s'est dramatiquement dégradée. Dans les campagnes, la situation des *coloni*, ou paysans libres, qui travaillent sur les domaines des aristocrates n'est guère enviable : ils ont perdu le droit de quitter la terre où ils sont nés et demeurent sous l'étroite dépendance des propriétaires fonciers. A l'époque d'Augustin, ce ser- vage avant l'heure pro- voque en Afrique les ré-

voltes des circoncillions (« rôdeurs de celliers »), ou- vriers agricoles qui se li- vrent au brigandage.

Augustin est né dans un monde où le christia- nisme est en train de deve- nir religion d'Etat. De la tolé- rance religieuse instaurée par Constantin en 313 à l'in- terdiction des cultes païens par Théodose I^{er} en 392, cette religion, persécutée et clandestine pendant trois siècles, s'impose à l'en-

semble des peuples de l'Em- pire, non sans peine. Le bref règne de Julien l'Apostat et sa « croisade » pour le re- tour aux valeurs tradition- nelles marquent bien la force du paganisme au mo- ment où il est menacé de disparaître.

Dans leur prosélytisme, les Pères de l'Eglise, en par- ticulier saint Jérôme, trou- vent des alliées dans les femmes de la noblesse, ma- joritairement chrétiennes, qui sont sollicitées pour évangéliser maris, pères ou frères. L'entourage d'Augus- tin est fort représentatif de ces situations conflictuelles au sein des familles : son père est païen, sa mère est chrétienne et n'aura de cesse de convertir son mari et son fils. Ce christianisme des IV^e et V^e siècles est loin d'être uniforme : de mul- tiples « hérésies » imposent la convocation de conciles pour fixer les dogmes d'une foi « catholique », c'est-à- dire universelle.

« *Décadence romaine ou antiquité tardive ?* » s'in- terrogeait Henri-Irénée Mar- rou. La question porte en elle sa réponse. Les nations qui vont naître de l'éclate- ment de l'Empire d'Occi- dent au V^e siècle conserve- ront la culture léguée par les « derniers Romains ». ■ CATHERINE SALLES

Hérésies et schismes

Augustin a fourni à la postérité l'arsenal théo- rique et pratique pour lutter contre les hérésies et les schismes. Il eut affaire à trois d'entre eux.

Le mani-

chéisme, né en Mésopota- mie au III^e siècle, s'est christianisé en s'exportant vers l'Occident. La doctrine ré- sult le problème du Mal en le sé- parant radicalement du Bien. Le Christ Sauveur ne s'est incarné et n'est mort qu'en appa- rence. L'Eglise manichéenne, qui se méfie des Ecritures, impose à ses élus un comportement ascétique de re- trait du monde, les auditeurs étant tenus de se perfectionner et les pêcheurs de se repentir. Vio- lemment combattu dès son apparition dans l'Empire romain, le manichéisme a connu de nom- breuses résur- gences tout au long du Moyen Age.

Le donatisme est un schisme, car rien ne le sé- pare doctrinale- ment du catholi- cisme romain. En 311, des évêques et des fidèles qui esti- maient que trop d'évêques de l'Eglise d'Afrique avaient cédé de- vant la persécu- tion de Dioclétien en 303-305 élu- rent à Carthage, contre le titulaire, un évêque concurrent dont le successeur fut le chef de ce parti des purs et durs, Donat. Dé- sormais, la lutte fut très vive entre les deux ►►

CULTURE / SAINT AUGUSTIN

►► Eglises. Les donatistes cultivent l'obsession de la pureté et le goût du martyre, et considèrent le pouvoir impérial comme persécuteur. Leur avance coïncide parfois avec un mouvement de contestation politique et de revendication sociale.

Pélage, sans doute irlandais et contemporain d'Augustin, vécut à Rome, où ses appels à une vie d'ascèse et de dépouillement eucharistique rencontraient un succès limité. Son socratisme, qui est la doctrine, est transmis, l'entière liberté de faire le bien, ce dernier y est impérativement tenu, y compris en bravant l'ordre social qui entrave l'exercice de sa volonté et le pousse à la faute. Les pélagiens furent définitivement condamnés par le pape en 418, mais l'Eglise ne s'aligna pas sur le prédestinisme pessimiste et intransigent d'Augustin, si bien qu'un « augustinisme modéré » finit par prévaloir, en particulier en Gaule.



« Saint Augustin et un enfant au bord de la mer », de Botticelli, 1490 (retable de Saint Barnabé, Florence)

►► Là s'arrête le récit des « Confessions », rédigé entre dix et quatorze ans plus tard. Dans cet extraordinaire exercice d'autopsychographie, l'auteur n'a livré de son passé, soigneusement recomposé, que ce qui servait son dessein, faire éclater la gloire de Dieu à travers l'histoire de son serviteur longtemps rebelle. Du coup, la part d'existence qui suit, jusqu'à la mort, en 430, ne donne pas le même sentiment de construction d'une destinée. La fonction de pasteur absorbe l'énergie libérée d'Augustin. Devenu évêque d'Hippone, en 396, il organise son existence sur un mode cénobitique. Alors, en sandales et tunique noire ou blanche recouverte l'hiver d'un manteau, Augustin déploie une prodigieuse activité. Sermons – on en a conservé plus de cinq cents –, conciles, dont celui de Carthage, en 411, où Augustin est le porte-parole victorieux des deux cent quatre-vingts évêques catholiques face à autant de donatistes, visites, consultations, correspondances, traités de toutes sortes – on en recense cent treize –, luttes et controverses contre les anciens amis manichéens, les concurrents donatistes, les innovateurs pélagiens et leur brillant porte-parole, l'évêque Julien d'Éclane, enfin les hérétiques ariens, Augustin devient bientôt la grande figure de l'Eglise occidentale, qu'il engage dans un style très différent de celui de l'Orient prédominant jusque-là.

Passant du commerce de la société la plus raffinée, que le sac de Rome par Alaric en 410 envoie en exil doré sur la côte d'Afrique, aux misères quotidiennes de ses ouailles les plus frustes, l'évêque vieillissant, autoritaire et colérique, se durcit.

Ainsi, loin de prôner le retrait du monde pour atteindre à la perfection, Augustin contribue à intégrer l'Eglise dans l'Empire, et cette collaboration entre autorité spirituelle et puissance civile débouchera sur la doctrine, jamais bien fixée, de l'augustinisme politique. « La cité de Dieu », rédigée par intervalles entre 410 et 426, montre comment, dans le temps du monde et dans le cœur de l'homme, l'histoire se conjugue avec l'éternité, par quels chemins l'humanité s'en va trouver son Dieu.

Dans cette œuvre multiforme, l'idéologie occidentale puisera à foison, le Moyen Âge y trouvant la notion d'ordre, qui est, écrit Augustin, « ce par quoi Dieu appelle à l'être tout

ce qui existe ». Concentrant sa pensée sur le rapport entre Dieu et l'âme, cherchant à comprendre comment la grâce divine dispose les hommes, ou certains d'entre eux, au bien tout en leur ouvrant la liberté de faire le mal, Augustin pose les fondements d'une anthropologie spirituelle qui ne laisse aucune place à une philosophie de la nature ni à la science des choses, suspectes de détourner les forces de l'esprit.

Il s'ensuit à la fois une austérité et une anxiété qui marqueront la conscience occidentale. Pour la pédagogie augustinienne, les hommes sont d'éternels enfants qu'il faut corriger, pour les arracher à leurs jeux dégoûtants. Autorité unique de l'Écriture, toute-puissance de la grâce pour l'homme fondamentalement pécheur, exercice de l'intelligence personnelle, rigueur de la démarche, maîtrise absolue de l'expression écrite et orale, on comprend que Luther, lui-même de l'ordre des augustins, puis Calvin aient enrôlé Augustin dans le courant réformé. « C'est lui, écrivait le premier, qu'on doit lire en premier après la sainte Écriture », et le second ajoutait : « Augustin est sans contredit supérieur à tous les dogmes. »

Vers 426, à plus de 70 ans, l'évêque d'Hippone commence à rentrer en lui-même. Lorsque les Vandales de Genséric débarquent en Afrique en 429, aucune Eglise ne s'oppose à eux. A Hippone, cependant, Augustin commande à la population de rester sur place, tandis que les réfugiés affluent. Le siège commence en mai 430, et l'évêque meurt le 28 août. Il ne verra pas les Barbares, pas si barbares, investir sa basilique, et sa bibliothèque échappe à la destruction. Le plus ancien portrait d'Augustin parvenu jusqu'à nous, une fresque du La-tran des années 530 (voir page 76), porte en légende : « Les divers Pères ont expliqué diverses choses, mais lui seul a tout dit en latin, expliquant les mystères dans le cœur de l'homme, l'histoire se conjugue avec l'éternité, par quels chemins l'humanité s'en va trouver son Dieu. » Une voix qui résonne encore. ■

« Confessions », précédées de « Dialogues philosophiques », Œuvres, I, éditées sous la direction de Lucien Jerphagnon. Traduction des « Confessions » par Patrice Cambronne (Gallimard, La Pléiade, 1 584 pages, 430 F).

ENTRETIEN AVEC LE PROFESSEUR LUCIEN JERPHAGNON

Né en 1921, il est spécialiste de la pensée grecque et romaine.
Il a enseigné l'histoire aux universités de Besançon et Caen.
Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages.

« Le dernier très grand auteur latin »

LE POINT : Vous êtes chargé d'une nouvelle édition française de saint Augustin. S'agit-il de ses œuvres complètes ?

Lucien Jerphagnon : L'édition des œuvres complètes serait pratiquement impossible pour un homme de mon âge ! Notre ambition est plutôt de fournir à un public cultivé des textes connus, comme les « Confessions », mais renouvelés dans leur traduction, et des textes moins connus, par exemple ces dialogues philosophiques qui furent les derniers travaux d'Aurelius Augustinus quand il n'était pas encore saint Augustin, et puis des ouvrages très importants, comme, dans le deuxième tome qui est sous presse, la considérable « Cité de Dieu », enfin, dans le troisième tome, « Sur la Trinité », dans lequel la pensée philosophique puisera jusqu'à Spinoza.

LE POINT : Comment classer les œuvres d'Augustin ? Son premier biographe avait, je crois, choisi une méthode simple, les traités anti-païens ou antihérétiques, et tout le reste.

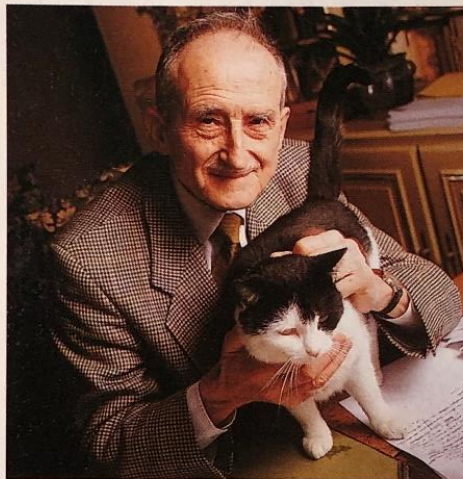
L. Jerphagnon : Vous pensez à Possidius de Calama, qui, après la mort de son maître, a essayé de dresser un relevé des livres d'Augustin qui étaient dans sa bibliothèque. Or il a donné comme absents des ouvrages que nous avons, et comme présents des ouvrages que nous n'avons plus. Quant à classer l'œuvre d'Augustin par genre, l'opération n'est pas aisée. En effet, Augustin touche à tous les secteurs de la vie intellectuelle de son temps. C'est un professeur de rhétorique de très haut niveau. On pourrait le comparer aujourd'hui à quelqu'un qui devient professeur de littérature au Collège de France à un âge où l'on est tout jeune agrégé. Il s'est intéressé à la philosophie au point qu'il sera l'auteur le plus sollicité jusqu'à ce qu'Aristote arrive sur le marché philosophique au XIII^e siècle, qui ne l'a d'ailleurs pas détrôné. Il s'est intéressé à la scansion des vers dans le « De Musica », et bien sûr à la théologie, principalement en raison des courants qui traversaient l'Eglise. Il s'est intéressé, avec « La cité de Dieu », à la philosophie, ou plutôt à la théologie de l'Histoire. Bref, il s'est intéressé à tout. Simplement, certaines œuvres sont plus autobiographiques, et d'autres davantage polémiques. Au total, l'œuvre de saint Augustin est quantitativement la plus importante que nous ait léguée l'Antiquité.

LE POINT : Comment, physiquement, quelqu'un comme saint Augustin, dans le dernier quart du IV^e siècle, s'y prend-il pour travailler ?

L. Jerphagnon : C'est assez difficile de le savoir. Il dictait beaucoup, et il parle lui-même de « choses que j'avais à peine fini de dicter ». Pour

les « Confessions », elles ont été tellement réfléchies, tellement pensées que peu importe qu'elles aient été rédigées ou dictées par Augustin. Les sermons devaient être écrits en partie. Peut-être faisait-il ensuite comme de Gaulle, les apprenait-il plus ou moins par cœur. Encore qu'ils possèdent parfois un caractère de grande spontanéité, avec des incises du genre « Il fait chaud, j'ai dû parler bien longtemps ! ».

LE POINT : Possédons-nous des manuscrits contem-



Lucien Jerphagnon

porains du moment où ils ont été écrits ?

L. Jerphagnon : Pas à ma connaissance. Il existe une première compilation des « Confessions » au VI^e siècle, donc éloignée d'Augustin comme moi de Napoléon III, ce qui n'est pas beaucoup ! Le plus ancien manuscrit, qui n'est pas en très bon état, le Sessorianus, est du VII^e siècle. Puis Augustin a été lu, relu et recopié perpétuellement pendant tout le Moyen Age. Il sera imprimé dès le XV^e siècle, la première traduction des « Confessions » en français remontant au XVI^e siècle.

LE POINT : De quelle documentation disposait-il ? Se fiait-il beaucoup à sa mémoire ?

L. Jerphagnon : L'époque d'Augustin connaît une vie intellectuelle encore active. Cicéron, Virgile, Salluste, les grands auteurs figurent au programme de toutes les écoles. Soulignons aussi l'utilité, à l'époque, de ces recueils d'anecdotes, de rappels historiques, de conversations supposées entre gens cultivés, notamment à table. Comme Valère Maxime et ses « Actions et paroles mémorables », les « Nuits attiques » d'Aulu-Gelle, les « Propos de table » de Plutarque, les « Saturnales » de Macrobe. Et ►►

Une crise de la pensée augustinienne

La querelle janséniste

Comme au IX^e siècle, le débat sur la prédestination, c'est-à-dire sur les rapports entre la grâce divine et le libre arbitre humain, qui n'a cessé de courir dans la culture de l'Occident chrétien depuis qu'Augustin l'avait posé et pratiqué de façon si vive, tourne à nouveau à la crise à l'intérieur du catholicisme. Face aux thèses du jésuite Molina, dif-fusées à partir de 1588 et reconnaissant à l'homme la capacité à travailler à son salut par l'exercice de sa volonté, s'éleva un contre-feu parti de l'université de Louvain, où dominait le docteur Cornelius Jansen, dit Jansénius, relayé en France par l'abbé de Saint-Cyran, directeur de conscience rigoureux des religieux de Port-Royal. Ce mouvement se plaçait résolument sous le patronage de saint Augustin, considéré par Jansénius comme « le père des Pères, le docteur des docteurs, le premier après les écrivains canoniques, vraiment sûr entre tous, subtil, irréfragable, angélique, séraphique, très excellent et inéffablement admirable ».

La controverse prit un tour politique, car Jansénius et, plus discrètement, Saint-Cyran reprochaient à Richelieu de ►►

CULTURE / SAINT AUGUSTIN

►►► faire prévaloir la raison d'Etat sur la cause de Dieu et de l'Eglise en faisant alliance avec les puissances protestantes contre les Habsbourg. C'est la parution en France en 1641, trois ans après la mort de Jansénius, de son traité théologique, au titre significatif d'« Augustinus », qui acheva de mettre le feu aux poudres. Il développait, en accentuant leurs couleurs pessimistes, les arguments de saint Augustin contre les jansénistes, résumés dans les *Quadragesimae* et les *Doctrinae*. Ces derniers obtinrent, non sans difficulté, la condamnation des thèses jansénistes, que défendait Antoine Arnauld, successeur de Saint-Cyran, mort en 1643. En 1661, un arrêt royal imposait aux ecclésiastiques la signature d'un formulaire condamnant cinq propositions réputées contenues dans l'« Augustinus ». Les religieuses et les « Messieurs » de Port-Royal, autour de la famille Arnauld, résistèrent jusqu'à la conclusion d'une foi intransigeante et d'un moralisme rigoureux, refusant les compromis doctrinaux et les compromissions du siècle.

►►► puis, plus important encore, l'omniprésence des doxographies, c'est-à-dire des catalogues de tout ce qui s'est dit sur tel ou tel sujet, depuis toujours, et qu'on se passe de génération en génération, sans d'ailleurs avoir jamais eu l'idée de vérifier.

LE POINT : *Mais la Bible n'est pas dans les doxographies.*

L. Jerphagnon : En effet. Mais Augustin la connaît pratiquement par cœur. Sans doute la lisait-il dans la *Vetus Africana*, certainement moins performante que ce qui deviendra un jour la Vulgate sixto-clémentine qui émane de Jérôme. Celui-ci en effet a travaillé à partir de l'hébreu et du grec, qu'Augustin ne possédait pas.

core qu'il introduise des néologismes.

L. Jerphagnon : Il y a surtout ces phrases extrêmement bien construites et balancées, dont il s'enchantait lui-même. Il est rhéteur de formation et de goût. Son latin est très beau, mais pas toujours facile, avec des incisives qui sont la croix du traducteur. Dans notre traduction, nous sommes restés fidèles à la lettre, en nous arrangeant simplement pour rendre cette lettre confortable au lecteur.

LE POINT : *On sait quel a été, à partir du haut Moyen Age, l'extraordinaire destin posthume d'Augustin, devenu véritablement le maître intellectuel et spirituel de l'Occident, en ayant fait fusionner la haute tradition latine avec les sources chrétiennes. De son vivant, Augustin est-il déjà ce géant de la pensée, comme son contemporain Jérôme ?*

L. Jerphagnon : Il était respecté. Ne parlons pas de Jérôme, qui se fâchait avec tout le monde. Augustin, qui était aussi un passionné, s'est disputé avec Jérôme...

LE POINT : *Sans jamais l'avoir vu...*

L. Jerphagnon : Non, mais ça n'empêche pas les sentiments ! Augustin s'est disputé avec pas mal de gens. Mais il était une *auctoritas*. Pour reprendre l'expression de mon maître, Jankélévitch, il « déplaçait un fort tonnage », et, de ce fait, inmanquablement, il suscitait l'admiration, le dépit, la fureur. Les manichéens le traitent d'apostat, puisqu'il a quitté la secte après neuf ans, le donatiste Pétilien le traite de rhéteur, et ce n'est pas un compliment, ou bien Julien d'Eclane l'appelle l'Aristote carthaginois, ce qui est une vraie vacherie !

LE POINT : *Diriez-vous que la chance posthume d'Augustin est d'être mort en même temps qu'une certaine culture antique occidentale ? Ou n'a-t-on pas beaucoup exagéré en gémissant sur ces années 410-430 ?*

L. Jerphagnon : 410 a flanqué un coup sérieux ! Ecoutez ce qu'en dit saint Jérôme : malheur, le monde s'écroule ! Il est vrai que c'était un moine illyrien.

Alors que, chez Augustin, il n'existe pas de patriotisme romain. Voyez le sermon « De Excidio Urbis Romae ». Rome est mortelle. Il lui est arrivé un gros pépin. Ce n'est pas cet épisode qui lui a donné l'idée de concevoir « La cité de Dieu ». Il a simplement répondu en passant à ceux qui disaient : « Voilà ce qui arrive depuis le développement du christianisme ! Du temps de notre Jupiter, tout allait mieux ! » Cependant, Augustin est quand même le dernier très grand auteur latin. Avec lui meurt quelque chose d'immense, qui partait du temps de Cicéron. Et il le sait. Bien sûr, il a congédié peu à peu la culture romaine pour la remplacer par une culture biblique, au grand dam des païens. Sur cette base considérable et multiple va ensuite se développer la postérité d'Augustin, si bien que tout le monde, depuis quinze siècles, est, a été ou sera augustinien. ■ ►►►

(PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT THEIS)



« Saint Augustin », fresque du Latran, VI^e siècle

LE POINT : *Comment expliquer justement cette défaillance ? N'y a-t-il pas chez lui une sorte de refus culturel du grec ?*

L. Jerphagnon : Il éprouve un blocage dont on n'a jamais très bien compris la raison. Il était un peu moins nul en grec qu'on le dit couramment, mais il n'était pas fort quand même, et c'est bien dommage. Et je dis toujours que si Augustin avait eu la même chance que mon vieil ami l'empereur Julien, dit l'Apostat...

LE POINT : *... auquel vous avez consacré un livre...*

L. Jerphagnon : ... de faire un stage aux écoles d'Athènes, la face de Dieu en eût été changée, du moins l'image que nous en donnent les Eglises chrétiennes. Reste qu'à la fin du IV^e siècle l'usage du grec se raréfiait en Occident, et n'avait jamais beaucoup pénétré l'Afrique.

LE POINT : *En revanche, Augustin utilise une langue latine d'une pureté comparable à celle de la fin de la République et du début de l'Empire. En-*

CULTURE / SAINT AUGUSTIN

Augustin et le « Cogito » cartésien

Au XVII^e siècle, la convergence entre Descartes et saint Augustin dans la façon de concevoir la conscience de soi a beaucoup frappé les contemporains. « La cité de Dieu » : « Si je me trompe, je suis. Car celui qui se trompe ne peut pas ne pas être. Lire l'œuvre de saint Augustin, c'est se sentir tout d'un coup contemporain. » La cité de Dieu : « Si je me trompe, je suis. Car celui qui se trompe ne peut pas ne pas être. Lire l'œuvre de saint Augustin, c'est se sentir tout d'un coup contemporain. »

L'inventeur de l'autobiographie ?

Certes les « Confessions » sont écrites à la première personne, mais il ne faut pas attendre de saint Augustin des confidences. Jean-François Revel dit son agacement.

PAR JEAN-FRANÇOIS REVEL
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Saint Augustin est, sans conteste, l'inventeur du genre autobiographique. Il y restera plus de mille ans sans successeur. Certes, avant lui, la littérature de l'Antiquité offre quelques livres de souvenirs, « L'Anabase » et « Les mémorables » de Xénophon, les « Commentaires » de César. Mais ce sont des comptes rendus d'événements militaires ou des portraits de personnalités éminentes. Le regard introspectif et rétrospectif de l'auteur sur lui-même et sur sa propre existence y demeure inconnu. Seuls les poètes, Horace évidemment, Ovide surtout, avaient précédé Augustin dans le récit de soi (« Tristes », IV, 10).

Les « Confessions » sont donc bien la première œuvre en prose où un écrivain se livre à la première personne. Et pourtant, combien peu autobiographique est cette autobiographie ! Combien rares y sont les descriptions et les narrations concrètes, les « tranches de vie » ! Voici ce jeune provincial africain, ce « petit bousier arriviste » (comme dit Lucien Jerphagnon dans la préface de La Pléiade). A 29 ans, il débarque à Rome, la capitale politique et le conservatoire historique de l'univers connu, sa splendeur culturelle et sa métropole monumentale. Or Augustin ne trouve pas un mot à nous dire de la Ville éternelle ! Pas une « chose vue », pas une impression personnelle, rien sur les édifices, aucune curiosité pour la vie quotidienne des habitants, leurs mœurs, leurs tavernes, leurs tournures, leurs occupations, leurs distractions. L'année suivante, même silence sur Milan, où il arrive pour prendre possession de sa chaire de professeur de rhétorique. Chez un mémorialiste un tel manque de mémoire, chez un observateur une telle indifférence à la réalité équivalent à ce que serait la cécité chez un critique d'art.

Les « Confessions », en fait, sont une lettre à Dieu, c'est à lui seul qu'Augustin se confesse. Aussi ne se donne-t-il pas la peine de mentionner le détail des événements de



« La vision de saint Augustin », de Vittore Carpaccio, 1502 (Scuola di S. Giorgio degli Schiavoni, Venise)

sa vie et des lieux. Par définition, Dieu, qui sait tout et voit tout, les connaît déjà. Quant au lecteur, il les ignorera toujours. Car ce n'est pas un récit qu'Augustin veut lui faire à travers son discours à Dieu. C'est un sermon, une exhortation à la Foi, une mise en garde contre l'incroyance et les hérésies. L'itinéraire qu'il retrace est tout entier spirituel. S'il lui arrive de laisser affleurer une anecdote un peu vivante, elle n'est là que pour servir de tremplin à l'étalage du remords. Aussi les rares intermèdes narratifs sont-ils des plus brefs. Le but de l'auteur n'est pas de restituer le sel et la saveur de l'humain. Il est, tout au contraire, d'en parler juste assez pour en déguster le lecteur.

Les passages les plus souvent cités, là où la vie reprend quelques couleurs, sont comme des herbes folles ou d'humbles pâquerettes jaillissant à l'improviste sur un gazon trop bien entretenu. Ils montrent quel narrateur aurait pu être Augustin s'il n'avait été, avant tout, un prédicateur. L'épisode d'Alypius, abhorrant les jeux du cirque et s'étant toujours refusé à y assister, puis en devenant un aficionado fanatique du jour où des camarades l'eurent, contre son gré, entraîné au Colisée ; la douleur de perdre l'ami d'adolescence, passionnément aimé ; la tentative de réfuter l'astrologie en « expérimentant », par la comparaison des destins de deux nouveau-nés ayant vu le jour à la même minute ; et quelques autres moments, où l'image tord le cou à la démonstration, sont comme des haltes rafraîchissantes dans une tempête

Le style d'Augustin

À la rigueur de la démonstration l'auteur associe souvent la poésie d'images familières à ses lecteurs, comme dans cette méditation sur le temps : « Vous voyez ces générations d'hommes sur la terre comme les feuilles sur les arbres, du moins sur l'olivier, le laurier, ou tout autre arbre qui conserve toujours son feuillage. Ainsi la terre porte les humains comme des feuilles ; elle est pleine d'hommes qui se succèdent, les uns naissant pendant que d'autres meurent. Cet arbre-là non plus ne dépouille jamais son vert manteau ; mais regardé dessous : tu marches sur un tapis de feuilles mortes. » (Enarratio in Psalmum 101 «)

d'éloquence sacrée. Eloquence puissante, d'ailleurs, chez cet orateur aussi maître de la rhétorique classique que de la sentence judéo-chrétienne. Bien sûr, le peu de narratif que comportent les « Confessions » était nouveau du temps d'Augustin. Comme le dit Erich Auerbach, « les phrases où il est question du passage de l'enfance à l'adolescence n'auraient pas pu voir le jour avant lui » (1). Mais, puisque nous parlons d'adolescence, comment expliquer qu'Augustin ne nous fasse part d'aucune émotion quand meurt, à 17 ans, son fils Adeodat, un surdoué, qu'il adorait pourtant, et qu'il avait eu d'une concubine carthaginoise ?

« Confessions », sans doute, mais pas Mémoires. Au demeurant, après le livre IX, où il relate sans larmes le décès de sa mère Monique, plus chrétienne encore que lui, et après l'estase dite la « contemplation d'Ostie », jusqu'à la fin (livre XIII), Augustin élimine de son œuvre toute donnée narrative. Le dernier quart de son grand texte n'est plus qu'effusions, où il expose à son Créateur, dont il implore l'aide, sa défiance de la nature humaine, dans son style unique, toujours tremblant à la pointe de l'intensité, conjuguant l'ampleur cicéronienne et la concision évangélique, la longue mélodie et la diction saccadée. Jamais aussi intrassable raseur ne fut un aussi irrésistible artiste. Mais comment demander de décrire ce monde-ci à un homme qui vit déjà dans l'autre ? ■

1. « Mimesis », d'Erich Auerbach, 1946. Traduction française 1968 (Gallimard).

Dans "La Nonchalance de Dieu",
Th. de Beauché raconte son dialogue avec
un serbe orthodoxe. (début conflit bosnien).
1992

Du Kosovo à Moscou : la poudrière de l'orthodoxie

TERRE sacrée du Kosovo... Sanctuaire de la nation serbe, riche de plus d'un millier de monastères, églises et ermitages, cette province est l'une des plaies brûlantes de l'orthodoxie. Dans l'imaginaire balkanique, où l'histoire, la religion et l'ethnie ont toujours partie liée, pour le meilleur et plus souvent pour le pire, le Kosovo est d'abord le lieu d'une mémoire blessée.

C'est la défaite serbe du Champ des merles qui, en 1389, a ouvert la porte à l'invasion turque et préparé cinq siècles d'occupation ottomane. Après le Kosovo tombaient les autres « dominos » : Constantinople en 1453, Athènes en 1456, Belgrade en 1521. Face à la revendication d'autonomie albanaise - et musulmane -, comment s'étonner que ce pays soit redevenu une poudrière ?

Le patriarche de Serbie viendra pour la première fois à Paris, jeudi 11 février, afin de faire pression sur les négociateurs de Rambouillet. Dans un document publié le 5 février à Belgrade, l'épiscopat orthodoxe rappelle que le Kosovo est, pour les Serbes, « ce qu'est Jérusalem pour les juifs et Notre-Dame de Paris pour les Français ». Accepter un statut d'autonomie

interne équivaldrait à « priver le peuple serbe de sa mémoire et de son identité spirituelle ». Comme les chrétiens obligés hier de fuir Constantinople ou le Proche-Orient, ceux de Serbie seraient contraints, demain, à l'exode par l'Albanais musulman. Guerre de religions ? Dans l'orthodoxie, l'Eglise a toujours joué le rôle de porte-parole et de garant des intérêts de son « peuple ».

En Serbie, même si les lieux de culte sont souvent vides, elle reste la religion des pères. Mais faire de la hiérarchie orthodoxe l'alliée des ultranationalistes et des boute-feux du Kosovo serait caricatural. Depuis longtemps, le patriarcat de Belgrade a pris ses distances avec le régime de Slobodan Milosevic. Vojislav Seselj, vice-premier ministre, vient d'accuser de « trahison » Mgr Arthème, le « misérable évêque » du Kosovo, présent à Rambouillet, jugé trop mou en raison de ses appels à une solution négociée et démocratique.

Henri Tincq

Lire la suite page 13,
nos informations page 4
et notre enquête sur le massacre
de Racak page 11

11 Février 1999

Du Kosovo à Moscou : la poudrière de l'orthodoxie

Suite de la première page

Contre une logique de guerre qu'elle récuse, l'Eglise orthodoxe défend une logique patrimoniale qui refuse toute forme d'abandon de souveraineté, qui serait, pour elle, une insulte à l'histoire, à la religion et à l'identité de la nation.

Abasourdie par les catastrophes de l'histoire (occupation ottomane, persécution soviétique), exsangue après la chute du mur, incapable d'affronter les vents nouveaux de la liberté et de la démocratie, agressée par les sectes et autres communautés baptistes, pentecôtistes ou catholiques, c'est toute l'orthodoxie qui, en Europe, est au bord de l'implosion et redevient un foyer de tensions. Comme en Serbie, c'est une logique patrimoniale qui continue d'empoisonner les relations entre orthodoxes et grecs-catholiques en Roumanie et en Ukraine. En Roumanie, le voyage que devrait faire en mai Jean Paul II – qui serait une première en territoire orthodoxe – tarde à être confirmé. Le patriarcat de Bucarest a longtemps suspendu cette visite, souhaitée par les autorités politiques, au retrait de toutes les actions en justice engagées par les grecs-catholiques (qui ne sont plus que 250 000 contre 2,5 millions avant la guerre) pour récupérer les di-

zaines d'églises qui leur avaient été confisquées en 1948 et cédées aux orthodoxes.

Même situation en Ukraine. L'archevêque de Lviv vient d'accuser le Vatican et les grecs-catholiques (« uniates » rattachés à Rome, mais ayant conservé le rite oriental des orthodoxes) d'avoir « mis la main » sur les églises de la ville. C'est au XVI^e siècle que la Pologne avait imposé le catholicisme romain sur des territoires de tradition orthodoxe. Décapitée et déportée en Sibérie par Staline, la hiérarchie grecque-catholique est reconstituée en Ukraine depuis l'éclatement du bloc soviétique. L'orthodoxie y est divisée en trois obédiences : celle, officielle, du patriarcat de Moscou (qui a gardé les frontières de l'ancienne Union soviétique) ; l'Eglise orthodoxe dissidente, qui a proclamé son « auto-céphalie » ; et celle de l'ancien patriarche Philarète de Kiev, personnalité douteuse qui a été déposée, puis excommuniée en 1997.

LES NOUVEAUX DÉFIS

En Russie, l'Eglise se perçoit aussi comme une forteresse assiégée. Les dénonciations régulières du « prosélytisme » protestant ou catholique flattent l'opinion nationaliste, pour qui l'âme russe s'identifie à la seule orthodoxie. C'est le patriarche Alexis II qui a fait voter la loi de 1997 limitant l'expansion des autres religions, que Boris Eltsine a dû faire amender par la Douma sous la pression des Etats-Unis et du Vatican. Comme l'ont fait la Géorgie et la Bulgarie, la Russie menace de claquer la porte du Conseil œcuménique des Eglises (Genève), que le KGB considérait hier comme une officine de renseignement et qui, pour l'orthodoxie slave d'aujourd'hui,

symbolise le protestantisme occidental, jugé libéral et permissif.

Ainsi, au moment même où elle retrouve son espace et sa liberté, l'orthodoxie semble atomisée, prise de vertige devant les nouveaux défis de la démocratie, du nationalisme, de la mondialisation et de la modernité. Plus divisée et fragile que jamais, elle est guettée par le repli et la crispation. En Macédoine, une grande partie de l'Eglise locale a proclamé son « auto-céphalie », non reconnue par ses voisins. En Turquie, le patriarcat œcuménique de Constantinople – qui détient une primauté d'honneur dans tout le monde orthodoxe – ne règne plus que sur une communauté de 3 000 chrétiens assiégés dans un pays que tiraillent les courants laïques et islamistes. Il tente d'accroître sa juridiction dans les pays de diaspora, aux Etats-Unis et en Europe. En 1997, pour le contrôle des communautés d'Estonie, un conflit grave a éclaté entre Constantinople et Moscou, les deux grandes capitales de l'orthodoxie.

En Grèce enfin, l'Eglise est devenue le refuge de toutes les peurs liées à l'entrée dans l'Union européenne. Dans ce pays, qui est le seul de l'orthodoxie à posséder une tradition démocratique, le mariage civil n'a jamais réussi à s'imposer. L'Eglise y jouit de tous les privilèges d'une institution d'Etat et la mention orthodoxe figure encore sur les cartes d'identité, perpétuant cet archaïsme qui lie la citoyenneté à une confession. Nouveau primat, précédé d'une réputation de moderniste qui lui avait valu son élection en mars 1998 au siège d'Athènes, M^{re} Christodoulos est devenu, en quelques mois, le personnage le plus populaire du pays, en défendant la

Grèce de la tradition orthodoxe contre une occidentalisation massive.

On aurait tort de faire de l'orthodoxie une religion nationaliste au sens où ce mot est compris en Occident. En Serbie, comme en Grèce ou en Russie, l'orthodoxie est populaire parce qu'elle a toujours lié son destin à la cause d'une population persécutée. Fondée sur un patrimoine rituel, liturgique et symbolique d'une splendeur inégalée, liée à la réalité ethnique, linguistique, culturelle de pays décomposés et recomposés par l'histoire, c'est elle qui a assuré la survie des peuples grecs ou slaves. Mais, dans des régions où le poids de la mémoire est aussi passionnel, cette perpétuelle fusion du spirituel et de l'identitaire, de l'ethnie et de la religion pourrait préfacer demain – en dépit du précédent yougoslave – de nouvelles explosions.

Henri Tincq

PRÉCISION

ROLF LIEBERMANN

L'article publié au sujet de la mort de Rolf Liebermann (nos éditions du 5 septembre) a fait croire qu'à votre demande Le Monde avait supprimé les informations relatives au suicide de Jean-Paul II. Le conseil d'administration de l'Opéra, publié dans les journaux et la parution (du 29 juillet) du cas, le champ en mes connus dans le 14

STRATEGIES FRANCAISES

THIERRY DE BEAUCE - St AUGUSTIN LA NONCHALANCE DE DIEU

St Augustin comme modèle d'un homme de transition : passer de l'Empire romain à la Chrétienté. Ce même personnage pourrait être utile à la compréhension de notre époque.

A la mort du père de Beaucé, lecture recommandée : la pénitence de Chateaubriand.

1. JARDINS

Thagaste, où Augustin naquit le 13 novembre 354, est un village moyen, perché sur les hauteurs à brève distance de la mer, dans l'Algérie d'aujourd'hui qui faisait partie de l'Afrique romaine. Au IV^e siècle, l'Afrique du Nord était encore le verger de Rome.

2. LES PLAINTES DU CIEL

Augustin part à Madaure, pour étudier. Madaure, la ville tenait déjà son grand homme, le grand poète du siècle antérieur, APULÉE. Formé par la Grèce, il s'était adonné aux cultes orientaux, les mystères d'Eleusis, d'Isis et de Mithra. On l'accusait d'avoir séduit une riche veuve par des artifices magiciens. Il écrivit un roman dont le sens est mystérieux : "l'Âne d'or".

Augustin a dû -jeune homme- en apprécier l'imagination, une forme de gaïeté qui se jouait des parodies pour reprendre les vérités au gré de la littérature...

A Carthage, Augustin fut ébloui. L'astrologie l'étonne et le comble. "Syllabes sont les étoiles" écrit-il.

3. LES DUREES INEGALES

J'ai vécu une certaine enfance, "dans mon Périgord de métairies et de forêts de châtaigners".

4. L'ENFANT DE TANT DE LARMES

Monique, la mère d'Augustin. Elle enfante son fils dans sa chair et dans sa Foi. Pendant le séjour en Italie, Monique se rend pour prier à la Basilique de Milan. A Milan, elle est au premier rang pour défendre les paroissiens d'AMBROISE contre les attaques des manichéens. A Rome, elle s'impose aux amis de son fils.

5. ENTREZ DANS LA JOIE

C'est St Matthieu qui fait cette exhortation.

Augustin est le plus proluxe des Pères de l'Eglise.

STRATEGIES FRANCAISES

6. ENTENDS LA PAIX

La nuit à Ostie, où Augustin se retire avec Monique.

7. FRESQUES

Gozzoli, dans le couvent de San Giminiano trace une suite de portraits convenables. Botticelli, préfère peindre le Docteur de l'Eglise.

Raphaël ne se laisse pas séduire non plus.

8. LES PIEGES DU DIABLE

Le jeune Augustin avait d'abord été tenté par le stoïcisme à la mode : "Dans le cours de cette étude et selon l'ordre qu'on tient pour apprendre cette science, j'étais arrivé à la lecture d'un livre de Cicéron, cet orateur fameux duquel néanmoins tous les hommes admirent plus la langue que le cœur. Mais ce livre qui porte le nom d'HORTENSIUS et contient une exhortation à la philosophie me toucha de telle sorte qu'il changea mes affections. Je commençai aussitôt à mépriser toutes les vaines espérances de la terre".

Cicéron réduisait la certitude au défi de l'espérance. Augustin réclamait des explications plus vastes. Avec le retour de l'espérance, une religion qui comblerait le vide de ces philosophies. C'est alors qu'il rencontra les manichéens.

Augustin a découvert Platon le Grec et puis PLOTIN d'Alexandrie. C'était la mode de cerner Dieu dans ces perfections d'idées pures, qui seraient le modèle et dont l'incarnation proposerait la caricature.

9. CONVERSIONS

Été 386.

La femme qui n'a pas de nom : la maîtresse d'Augustin pendant 15 ans. Le fruit de mon péché : Adéodat, le fils, don de Dieu, qui meurt à 15 ans.



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

PORTFOLIO

STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES

STRATEGIES FRANCAISES

Monsieur Thierry de Beaucé

responsable des relations internationales du groupe Vivendi,
anciennement ambassadeur de France en Indonésie
et secrétaire d'Etat à la francophonie

Le Saint Amour, le 18 février 1999 - Fanny de MARCHEVILLE

A handwritten list of names enclosed in a rectangular box. Each name is preceded by a small cross symbol. The names are arranged in two rows. The top row contains: Sophie FOS, Rémi AUFÈRE, Fanny de MARCHEVILLE - ERIGNAC, Xavier FOS, and Laure JOSLET. The bottom row contains: Nani HANAFI, Christine BERNARD, Thierry de BEUCÉ, Sylvie SABATAKAKIS, and Golka NOIR. The name 'Frédérique PONT' is written outside the box to the right.

- + Sophie FOS
- + Rémi AUFÈRE
- + Fanny de MARCHEVILLE - ERIGNAC
- + Xavier FOS
- + Laure JOSLET
- + Nani HANAFI
- + Christine BERNARD
- + Thierry de BEUCÉ
- + Sylvie SABATAKAKIS
- + Golka NOIR
- + Frédérique PONT



MOT D'ACCUEIL



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

STRATEGIES FRANCAISES

1.
Cher Monsieur,

c'est à moi que revient la chance
d'avoir à vous présenter.

(~~Présentant~~), La tâche n'est pas facile,
car votre parcours est très riche.

En effet, né en 1943 à LYON,
fils de Bertrand et de Simone de Beauvoir,
vous menez des études en Sciences
Politiques, vous êtes licencié en droit
et vous faites l'ENA.

Ce parcours vous mènera au poste
de chef des services de presse des
Premiers Ministres Chaban-Delmas et Messmer.

Puis, en 1974, vous devenez Conseiller
technique d'Edgar FAURE à l'Assemblée
Nationale.

STRATEGIES FRANCAISES

(2)
À partir de 1976, votre carrière prend un envol international qui vous mène au poste de conseiller culturel au JAPON, puis au MAROC.

Entre 1981 et 1986, vous êtes Directeur général des affaires internationales d'ELF.

Ensuite, de 1986 à 1991, vous vous chargez des relations culturelles et scientifiques au Ministère de Affaires étrangères, puis vous êtes nommé Secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales.

Vous avez été ambassadeur de France en Indonésie jusque récemment et aujourd'hui vous êtes responsable international au sein du groupe VIVENDI.

STRATEGIES FRANCAISES

(3.)

Pour compléter le tableau, et vous le ferez certainement mieux que moi, je rappelle que vous avez 2 filles ESTHER et BÉRÉNICE.

La question qui me vient est de savoir s'il est facile d'être la fille d'un grand voyageur comme vous !

TROIS QUESTIONS À...

MUCHTAR PAKPAHAN

1 En tant que président du premier syndicat libre indonésien SBSI, libéré de prison il y a moins d'un an, que pensez-vous de la commémoration de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris ?

Cinquante ans après l'adoption de cette déclaration, il était temps d'en faire le bilan et de la repenser. J'espère qu'une telle manifestation va aider à aborder des discussions concrètes. Je pense qu'il faut maintenant que des sanctions soient prises contre les pays qui ne l'appliquent pas. Les syndicats, dans le cadre de l'Organisation internationale du travail (OIT, Nations unies), ont décidé de sanctions, sur les importations et les exportations, contre les Etats qui ne respectaient pas la clause sociale. Il faut aussi sanctionner le non-respect des droits de l'homme. La France, qui a un rôle particulier et une influence importante notamment dans les pays francophones en développement, doit proposer l'adoption de ces sanctions pour que les droits de l'homme soient respectés.

2 Certains pays, notamment asiatiques, la Chine en particulier, revendiquent une différence culturelle ou font valoir que

le droit au développement prime sur les droits de l'homme...

L'idée qu'il existe une différence entre l'Occident et l'Orient entre les hommes est stupide. Les hommes ont les mêmes besoins partout : respirer, manger, ne pas avoir peur, etc. Les droits de l'homme sont plus importants que le développement. La démocratie et les droits de l'homme sont la base de la prospérité et du développement. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui prétendent ne pas faire de politique mais soutiennent de facto des régimes corrompus finançant indirectement la violation des droits de l'homme, devraient plutôt sanctionner ces pouvoirs.

3 Depuis la chute du général-président Suharto en mai et votre libération, les droits de l'homme sont-ils mieux respectés en Indonésie ?

Officiellement, le nouveau président B. J. Habibie veut respecter les droits de l'homme. Mais, dans la pratique, les violations continuent. Car les militaires dominent toujours le pays et le général Suharto n'a pas vraiment rendu le pouvoir. Des étudiants qui manifestaient ont été tués en novembre. Des gens ont disparu, d'autres ont été assassinés.

Propos recueillis par
Jean-Baptiste Naudet

11 décembre 98

STRATEGIES FRANCAISES

(1)

Cher Monsieur,

je vous remercie en votre nom
à tous d'être parmi nous ce soir
car ~~avec~~ vos responsabilités actuelles
au sein du Groupe Vivendi sont
importantes et votre temps compté.

D'ailleurs, lorsqu'on s'attarde un peu
sur votre parcours, où vous êtes
tour à tour, homme d'Etat,
homme d'entreprise et homme de
lettres, on a du mal à trouver
un temps de respiration. Mais, vous
nous expliquerez sûrement la
fois que l'activité diplomatique
peut procurer.

Monsieur, avec vous, nous accueillons
un romancier qui s'est attaché
à un archipel d'îles d'Asie.

STRATEGIES FRANCAISES

(2)

Avec ce romancier, nous aimerions connaître mieux la société indonésienne. Avec le diplomate, savoir comment le pays musulman vit la transition du président Suharto au docteur Habibie. Avec l'homme d'entreprise, connaître les symptômes de la crise asiatique et ses développements. L'homme d'Etat nous dira peut-être ce qu'il pense de l'éventualité d'un retrait indonésien de Timor-Oriental, l'île catholique.

Plus largement, votre carrière nous a spécialisé dans les Affaires internationales et culturelles, notamment, au service de la Francophonie. Ce sera pour nous l'occasion d'avoir votre sentiment sur la création du poste de secrétaire général, et sur les rivalités avec les Etats-Unis.

STRATEGIES FRANCAISES

(3.)
Enfin, Monsieur, et ce n'est pas la moindre de vos qualités, vous êtes un intellectuel, qui s'intéresse à l'art, à la culture et ... à la vie de Saint Augustin. Cet homme du IV^e siècle, qui vit le basculement de l'empire romain dans la Chrétienté. Cet homme, qui vous a inspiré un parcours Méditerranéen, vous a servi (~~comme~~) comme figure de la transition au moment de la chute du Mur de Berlin. Ce parcours, dans vos fonctions, vous a mené jusqu'à la Yougoslavie, creuset de conflits religieux.

Avec autant d'éléments nous n'avons pas l'ambition d'en dire tout, mais votre présence ici, dont nous vous remercions, aidera à mieux comprendre l'Indonésie, et les évolutions de l'Europe culturelle et religieuse.

Interview de Monsieur Thierry de Beaucé, ancien ambassadeur de France en Indonésie

Les Orientalistes (LO):

Quels sont les secteurs économiques dans lesquels les Français investissent en Indonésie?

Thierry de Beaucé:

Les Français sont appelés à investir de plus en plus dans tous les secteurs, petits, grands, pointus, de haute technologie. Cela commence avec les meubles, les boulangeries industrielles, le lavage automatique, mais également les câbles, les tuyaux, l'agro-alimentaire etc... Je n'oublie pas les télécommunications, le tourisme, bientôt les grandes surfaces.

De gros contrats ont été signés avec des entreprises françaises: gestion de l'eau à Jakarta, construction du nouvel aéroport d'Ujung Pandang à Célèbes. Il y a de plus en plus d'entreprises françaises concernées.

Beaucoup de ces entreprises ont le sentiment qu'il leur faut investir à l'étranger pour développer leurs profits. L'intérêt pour l'Indonésie va être croissant: il y a une main-d'œuvre qui est habile, et surtout un marché local offrant de multiples possibilités. Sans oublier bien sûr le marché régional que constitue l'Asean. D'un point de vue économique, la croissance générale de la région favorisera l'Indonésie, pays le plus important du Sud-Est asiatique puisqu'il possède le plus de ressources et de population.

LO: Quelle est l'image de la France auprès des Indonésiens?

Thierry de Beaucé:

La France jouit d'une bonne notoriété, c'est un pays de référence pour le luxe, la culture, l'esthétique, ce qui est raffiné; c'est aussi le pays des droits de l'Homme où l'on a une certaine vision du progrès, de la générosité, de l'humanisme. Sur place, on dira qu'il faut plus insister sur une image de haute technologie mais, en fait, l'image de la France dans ce domaine rejoint cette idée de luxe, de raffinement, de bien-vivre: Airbus, TGV, informatique, télécommunications, tous les secteurs où la France est en pointe reflètent l'art de vivre contemporain français. La fusée Ariane, c'est une esthétique surprenante, une espèce d'économie industrielle poétique. Pour résumer, je dirais que l'image de notre pays est d'abord industrielle,



Thierry Diwo

économique et hautement technologique. Et je crois que cette image est très ancrée chez eux. Les grandes entreprises françaises sont connues et respectées.

LO: Quelles possibilités touristiques l'Indonésie a-t-elle à offrir?

Thierry de Beaucé:

Tout d'abord, je suis étonné qu'il n'y ait pas plus de tourisme. L'Indonésie me fait penser à un pays qui serait toujours vierge, la myriade d'îles à visiter fait qu'il restera toujours une île à découvrir. Personnellement j'ai apprécié cette espèce de facilité de séduction qu'offre Bali, à la fois ouverte sur le monde, avec le confort touristique que cela impose, tout en ayant un intérieur de l'île très préservé. Au fur et à mesure que j'ai mieux connu ce pays, j'ai augmenté mes curiosités. J'ai été fasciné par l'intérieur de Java et les possibilités d'y faire des découvertes dès que l'on s'éloigne des centres touristiques. J'aurais aimé avoir plus de temps pour voir d'autres lieux, d'autres îles...

LO: Quelle impression gardez-vous de votre séjour à Jakarta, la capitale, et de l'Indonésie en général?

Thierry de Beaucé:

Je dis toujours que mon grand regret est de ne pas avoir été ambassadeur en Indonésie: j'ai été ambassadeur par la force des choses à Jakarta et Jakarta, ce n'est pas l'Indonésie. C'est tout un dynamisme économique, tout un centralisme, tout un type de comportements un peu plus cosmopolites que le reste du pays. Je dirais que Jakarta est une synthèse admirable de ce qu'est l'Indonésie, avec ses échanges, sa culture, ses interrogations, ses secrets, ses silences...



ECRITS



Club de réflexion

THIERRY DE BEAUCÉ

Merci pour votre mot
amical. J'ai adoré
votre soirée si naturelle.
De réflexion et de générosité.

Avec vous très, très
meilleure soirée.

— 1 —

P.S. Un jour, lors d'une soirée...
dix ans après. Pour combattre
l'évolution d'une époque de crise,
deux. On le traite d'état!